

Wallonie- FRANCE

Expression libre, démocratique
et pluraliste

BELGIQUE - BELGIË
P.P.
4020 LIÈGE 2
BC 1896

N° d'agrégation P201066
Bureau de dépôt: 4020 Liège 2
Bimestriel, mars / avril 2006
N° 65 - 2,50 €

ASBL - © N° dépôt : 0088398 - Exp. : 49 B, av. C. de Gerlache, 4000 Liège

PÉRIODIQUE D'INFORMATION ET DE RÉFLEXION, FONDÉ EN 1994

Sommaire

- L'effet bonsaï
/ M. Lemmens, p. 2
- Sonnez, sonnez toujours...
/ J. Roglissart, pp. 3-4
- Crise existentielle
/ G. Régibeau, p. 5
- Pourquoi un plan "Marshall"?
/ J. Dehaes, pp. 6-7
- Une maison pour rien ?
/ A. Laurant, pp. 8-9
- L'État - site.be, et après?
/ M. De Middelmeer, pp. 10-11
- Billet sur la Francophonie
/ P. Bertrand, p. 12
- Aux armes citoyens I
/ L. Nisse, pp. 13-14
- Petite chronique de la langue
française / P. Mélot, pp. 14-17
- Flandre contre Pays-Bas
/ J. Liénard
- Le Coq jaune
/ P. Crownie, pp. 19-21
- Nous avons lu, On nous écrit
pp. 22-23
- À propos d'Arcelor - Nouvelles
sportives / P. Durieux, p. 24
- Échos de France
/ C. Opassich, pp. 25-27
- Échos de Flandre
/ J. Goffin, pp. 27-29
- Épinglé dans la presse
/ Liénard, pp. 29-31

Les articles n'engagent
que leurs auteurs



L'évolution d'une pensée ?

M. Jean-Claude Van Cauwenberghe s'est confié au journal *Le Soir* du mercredi 11 janvier 2006 ; ses propos ont été recueillis par David Coppi et Hugues Danze. Extrait :

- **Question** : En toute hypothèse, la Wallonie est-elle capable de s'assumer seule, ou doit-elle s'adjoindre les services d'un grand frère, français par exemple ?
- **Réponse** : *Pour moi, c'est mieux qu'elle reste dans la Belgique **
- **Question** : Si la Belgique est par terre ?
- **Réponse** : *Alors, il faut vivre en confédération avec Bruxelles.*
- **Question** : Avec une Wallonie indépendante ?
- **Réponse** : *À voir. Je suis sensible à la pensée de Robert Collignon : pas rattachiste mais réunioniste... On ne serait pas la xième préfecture ou région française, mais il y aurait avec Paris un accord d'association. Bon, là, je réfléchis tout haut. Mais, précisément, cette réflexion globale doit avoir lieu au PS. Les Flamands ont une vision claire de leur avenir : ou l'indépendance ou rapatrier les compétences essentielles de l'État, comme la Sécu. Chez nous, on reste silencieux.*

* Dans une réponse à *Wallonie-France* et datée du 14 mars 2005, M. Van Cauwenberghe disait notamment : « Une Wallonie dans la France ne perdrait sans doute pas son identité et la verrait peut-être davantage valorisée que dans le cadre belge ». Dont acte.

L'effet bonsaï

Dr Michel Lemmens

Comment expliquer les tribulations de la «gouvernance» wallonne et les turbulences qui secouent régulièrement cette malheureuse Région sans avoir recours au dénigrement des personnels politiques et à une évaluation forcément désobligeante et injuste de leurs facultés intellectuelles et morales ? C'est pour tenter de répondre à cette question que nous proposons d'envisager l'hypothèse d'un «effet bonsaï».

Chacun sait que le bonsaï de 15 cm est issu d'un germe identique à celui qui donnerait naissance à son congénère naturel de 15 mètres ou plus.

L'origine de leur différence ne tient qu'à la dimension de leurs habitats respectifs : pleine terre de la forêt pour l'un, pot de terre pour l'autre. Il faudra aussi, pour obtenir le bonsaï, faire subir à la jeune pousse moult agressions et mutilations qui entraveront son évolution biologique et empêcheront sa croissance.

Notre proposition est que l'exiguïté du territoire wallon combinée au déclin économique de la Région produit un « effet bonsaï » sur la classe politique lorsque son action et ses prérogatives sont par essence nationales, mais s'exercent sur un territoire qui n'a ni les caractères ni la dimension d'une nation.

Comment penser grand quand on ne peut faire que petit ? Comment éviter que certaines personnalités attirées par le pouvoir, légitime motivation de toute carrière politique à condition de ne pas en être la seule, ne finissent par se contenter de bénéfices collatéraux mineurs : gloriole, passe-droits ou autres, faute d'avoir pu s'exprimer dans un monde mieux proportionné à leurs ambitions ?

A tout prendre, notre hypothèse bonsaï est tout de même moins déprimante que la résignation à la médiocrité des comportements individuels de femmes et d'hommes dont, pourtant, les facultés intellectuelles et le souci de bien faire ne sont, sauf exception, pas sujets à caution.

Notre métaphore botanique a ses limites et on ne saurait oublier que le bonsaï authentique est un vrai chef-d'œuvre de patience et d'esthétique. Elle a cependant aussi pour mérite de rendre compte du phénomène inverse : les Wallons, lorsqu'ils fonctionnent dans un espace plus vaste, y obtiennent d'appréciables succès.

Nos scientifiques publient dans les grandes revues internationales et participent à des programmes européens, et leurs travaux y sont reconnus et appréciés. Nos artistes s'exportent

bien, notamment en France bien sûr. Nos principales entreprises sont depuis longtemps multinationalisées, et celles qui ne le sont pas sont convoitées par de grands groupes eux-mêmes mondialisés.

Même notre personnel politique tient son rang et fait bonne figure quand l'occasion lui est donnée de sortir du bac à sable : tel ancien Président de parti wallon qui n'a pas laissé un souvenir inoubliable comme Ministre de l'Enseignement a été un Commissaire européen à la Recherche scientifique tout à fait honorable et reconnu par ses pairs et la communauté internationale.

De même, lorsque le politique exerce à l'échelle locale ses responsabilités, on n'observe guère d'effet bonsaï : il semble bien que plus une commune est petite, mieux elle est gérée... Le municipaliste par choix est en équilibre avec son environnement et n'est donc frustré par aucune restriction spatiale de ses aspirations.

Souignons une fois encore qu'un effet bonsaï exige à la fois un sévère confinement et des agressions mutilantes. Ainsi se rencontre l'objection souvent entendue que des nations aussi petites en territoire et en population ne sont pas atteintes du même syndrome que la Wallonie, qui ajoute à son exiguïté une Histoire trop brève, un sentiment national limité au folklore, des ressources naturelles épuisées, un capitalisme local absent ou défaillant. Tel n'est évidemment pas le cas de la Suisse ou du Danemark pour s'en tenir à de proches voisins, sans parler de la Flandre !

Pour neutraliser l'effet bonsaï, l'insertion dans un espace suffisamment vaste est la seule option disponible, les autres facteurs échappant à la sphère de la décision politique. Et qui d'autre que la France pourrait offrir cet espace, une fois tournée la page belge et dépassées les chimères autonomistes ? Les principaux bénéficiaires de cette « extension du domaine de la lutte », outre les Wallons et la Wallonie, seraient d'ailleurs les personnels politiques eux-mêmes actuellement coincés dans un carcan sans avenir dont ils ne peuvent que gérer à la petite semaine des ressources toujours plus étiquées.

Encore faudrait-il alors que nos élus se contentent d'espérer la Légion d'Honneur et renoncent à leur espoir de devenir un jour baron du Roi... ■

12 janvier 2006



Intolérance, le retour ...

Faut-il en parler ? Oui, brièvement, car notre époque voit renaître un peu partout l'intolérance la plus noire.

Wallonie-France, qui regroupe des personnes de sensibilités politique, philosophique ou religieuse différentes est bien sûr solidaire de tous ceux qui entendent pouvoir exprimer leurs opinions même si elles dérangent les passésistes et les obscurantistes de tout poil.

Résister à la censure d'où qu'elle vienne est un devoir. Du choc des idées jaillit la lumière... et la liberté d'expression !

Sonnez, sonnez toujours, clairons de la pensée ! (Victor Hugo) **Jacques Roglissart**

Albert II est-il le meilleur disciple du bon docteur Coué au royaume de la Belgitude ? On pouvait le croire en décembre quand il débitait son message de Noël d'une voix dont on discernait mal si elle était exténuée ou extatique. Il baignait dans un rêve tricolore de concorde entre ses peuples tandis que la Flandre éructait ses sommations au Sud et que le groupe du Parc (*Warande*) publiait un manifeste à en faire craquer les branches et les dernières poutres porteuses de l'État commun. On se disait : ah, le bon petit roi que c'est là, comme son confrère d'Yvetot dans la chanson de Béranger ! Il prenait au sérieux les fêtes de l'unité montées par le Système et n'importe qu'elles fussent des fous comme celles du 175^e anniversaire de l'indépendance. Tant de candeur, c'en était presque attendrissant... Et puis, le 31 janvier, voilà qu'il se réveille et qu'il attaque bille en tête «le séparatisme explicite et feutré», ce monstre de cauchemar dont il perçoit brusquement la proximité et qui, à l'entendre, se sert des pâtées de toute l'Europe. Lucidité, enfin ? Pas tout à fait. Comme M. Di Rupo, il le croit engendré par les seules inégalités économiques entre les régions, sans comprendre que son hérédité charrie beaucoup d'autres gênes. Et comme il a délivré sa philippique en français, la fureur nordiste qu'elle a excitée s'en trouve redoublée. Au fond, Albert n'est ni bon ni méchant, il a l'inconscience de la niaiserie, comme son héritier présomptif que la presse flamande cloue au même pilori.

La royale parole a beau seriner que tout le monde perdrait à la séparation, la Flandre s'y prépare au grand jour même chez ceux qui assurent ne pas la vouloir en bloc tout en la réclamant dans chaque domaine. Emportée déjà la digue du refus francophone d'une réforme constitutionnelle ! Plus aucun particrate n'ignore qu'il faudra négocier l'avènement d'une confédération, laquelle requiert des partenaires à peu près souverains. Mais la voilure dont ils couvrent la nef de la Communauté française n'est pas celle du gros temps. Ils font mine de courir des régates face à une Flandre qui va les ranger rudement à l'honneur. Ce rejet de l'énergie, de la fierté et de la simple prudence, nous le payons cher depuis un demi-siècle et ce n'est probablement pas fini.

Un qui dit les choses à peu près comme elles sont, c'est M. Van Cauwenberghe. Certes, mieux aurait valu qu'il se remette en garde haute, comme autrefois, avant de perdre sa réputation éthique et sa place de ministre-président. Mais son épanchement dans *Le Soir*, le 11 janvier, remue des vérités fondamentales. Il part d'un constat d'évidence qui doit sonner mal à certaines oreilles du boulevard de l'Em-

pereur. «*On peut être les derniers chanteurs de la Brabançonne, on ne fera pas l'économie du débat communautaire. Il aura lieu après les élections législatives de 2007*». Après ? Cela se discute, car l'énoncé définitif des problèmes est déjà sous nos yeux. Lecture faite, notre interviewé a beau jeu d'observer que «*le catalogue énorme*» des revendications nordistes «*videra la Belgique comme un poulet*» (sic). Et d'ajouter : «*Croire qu'il suffira de dire non à la Flandre, c'est rêver debout (...)* Le Wallon, même si ce sera sans doute dur, ne doit plus vouloir de la Belgique à n'importe quel prix.» Voilà qui efface, pour notre bonheur, les déclarations du style fédéraliste-d'union qu'il commettait encore l'an dernier.

Mais que se passera-t-il en fin de compte ? Eh bien, M. Van Cauwenberghe n'exclut plus l'indépendance. C'est une idée qu'il couvait au temps de sa rébellion contre l'ordre belge et qu'il y revienne est un bon signe. Mais il va maintenant plus loin, et cela c'est nouveau, en envisageant un «*accord d'association avec la France*». Il n'est, explique-t-il, «*pas rattachiste, mais réunioniste*». Cherchez la nuance, il y faut une grosse loupe. Mais n'abusons pas de l'exégèse. Sa ligne n'est pas aussi claire que la nôtre. Contentons-nous pour l'heure de la voir apparaître en pointillé et gageons qu'elle ne serait pas apparue du tout si le dessinateur se sentait isolé à sa table de travail.

Il n'en est pas moins désolant que les principaux politiciens de Wallonie grelottent devant l'avenir au lieu de vouloir le façonner. Chez les Flamands aussi, il y a des divergences d'opinion et de méthode, le cas échéant sur le choix des finalités, mais au-delà de leurs frictions et conciliabules s'exprime une convergence statique qui a de quoi nous faire envie. Il faut, comme le disait Bismarck, tendre l'oreille au trot du cheval de l'histoire. Car enfin, à quoi bon se boucher l'ouïe ? Tantôt un puissant politicien du nord réclame la régionalisation de l'emploi, tantôt plusieurs autres réclament une Constitution pour un État flamand, tantôt presque tous répètent qu'il est urgent de porter le fer autonomiste dans la Sécurité sociale. Il s'en trouve même un pour exiger un juste retour des amendes routières pour sa région. Les dernières structures unitaires sont en train de se scinder : c'est fait pour la centrale des métallurgistes de la FGTB (oublié, le mythe de l'internationalisme prolétarien !), ce le sera bientôt pour la fédération belge de football. Et toujours, sans même qu'il soit encore besoin d'une occasion, ce roulement de tambour, qui ponctue d'incessants discours sur une Wallonie paresseuse et profiteuse, sinon mafieuse, qui freinerait la

croissance du pays thiois ! À l'audition de ce concert assourdissant, on reste pantois devant l'aboulie des dirigeants francophones, jamais en manque de mièvres anathèmes contre le nationalisme, toujours en défaut de planifier l'inévitable. Lorsqu'un Flamand d'importance veut faire l'aimable avec eux, c'est sur le mode de la dérision discrète. M. Leterme accepterait M. Di Rupo comme premier ministre à condition que celui-ci souscrive au programme du CD&V !



Se fussent-ils injecté un peu de la force du nationalisme, à l'instar des Québécois, nos potentats auraient empêché bien des rapines perpétrées en toute impunité par nos voisins qu'ils osent encore appeler des compatriotes, ils ne nous auraient pas rivés au boulet du traité de Maastricht et du pacte de stabilité monétaire, ils auraient, comme l'actuel gouvernement polonais, remis notre intérêt propre au centre de nos priorités économiques, ils auraient repris le contrôle d'une immigration qui s'impatiente de nos règles sociales et culturelles. Au lieu de cela, voici le résultat de la dilution belgo-maastrichtienne : une Wallonie dramatiquement appauvrie, Bruxelles en proie à l'invasion politique flamande et, planant sur toute la Communauté française, le désarroi des esprits, l'insécurité et l'angoisse des masses.

Veilleurs dans la nuit, les patriotes wallons, désencombrés de toute illusion, guettent le moindre signe de changement dans les pensées, dans les méthodes et dans les actes. *Apparent rari nantes in gurgite vasto*, comme diraient Virgile * et Mme Arena. Il y a du bon dans le "plan Marshall", qui serait meilleur encore s'il faisait fonds sur les seules ressources propres de la Wallonie et non sur de vaines espérances d'une aide flamande. D'autre part, la pesante censure européenne lui rogne les ailes, comme elle y a partiellement réussi avec le dispositif français de protection des secteurs stratégiques nationaux. Or, il faut plus que jamais s'accrocher au concept de patriotisme économique invoqué par M. de Villepin. Le

libre-échange n'est profitable que lorsqu'il repose sur une stricte égalité des conditions de concurrence. Il est ruineux lorsqu'il s'effectue avec des praticiens du dumping social, du protectionnisme déguisé, de la contrefaçon et, ne l'oublions pas, d'une politique monétaire plus habile que celle de la Banque centrale européenne. Par ailleurs, il devrait être proscrit de la sphère du service public, des secteurs vitaux de sécurité comme l'alimentation, la défense et l'énergie. C'est ce que refuse d'admettre l'eurocratie maastrichtienne. Profitons de son affaiblissement pour remettre les règles à l'endroit, avant de subir le sort de l'Amérique latine au XIXe siècle, assujettie par les Anglo-Saxons à leur loi de l'échange inégal.

On se réjouira aussi de quelques réactions à la prise de conscience des avancées de la corruption dans la vie politique et administrative. Qui pourra compter un jour ce qu'elle a soustrait aux missions des pouvoirs publics ? Son tarissement mettra certainement au jour un gisement de crédits dont nous avons grand besoin. Comme le ferait aussi le recours aux techniques de l'administration moderne, et que l'on n'entende pas là le gâchis suscité par le mélange des logiques du public et du privé et les généreuses commandes passées à des bureaux de consultance imbus de doctrines néo-libérales. La réponse ici apporterait de la clarté et l'on est bien obligé de voir qu'elle ne plaît pas trop aux états-majors partisans et encore moins à leur nuée d'asbl. En attendant mieux, on marquera d'une pierre blanche la décision du gouvernement wallon de réduire de moitié la masse chancreuse des intercommunales, champs de manœuvre de certains intérêts privés, repaires d'apparatchiks incompetents et matrices de raisonnements à l'échelle locale, sans égard aux impératifs d'un bon aménagement du territoire. Les principales, malheureusement, sont encore épargnées.

On demande beaucoup aux Wallons, ces temps-ci, de changer de mentalité. Je n'aime pas cette injonction, car on ne change à ce point les hommes que par une violence extrême et avec des effets toujours éphémères. Ce qu'il faut changer, c'est la situation. Faire voir à nos gens que la nation belge est une fiction anémiant. Jeter au feu de l'esprit les icônes d'une monarchie où le prosaïsme le dispute à l'indigence intellectuelle. Leur montrer leurs problèmes comme ils se posent réellement et non comme le pouvoir belge leur présente. Ils ne tarderont pas à se convaincre alors qu'ils sont capables de surmonter leurs épreuves à moindres frais que ne leur suggèrent les factures élucubrées par leurs maîtres actuels. À n'en pas douter, l'image de la France se projettera très vite dans leur réflexion.

* "Çà et là, apparaissent des naufragés sur le vaste gouffre de la mer" (Eneide, 1, 118).

Crise existentielle

Georges Régibeau, historien

Certains d'entre nous, qui ont beaucoup idéalisé la France, ne la reconnaissent plus. Ils ne supportent pas de la voir s'abîmer dans une crise existentielle, fragilisée au point de mettre en cause ses valeurs, son identité, son histoire. D'ailleurs, même certains Français doutent.

Pour beaucoup de Wallons, le choix de la France est une affaire de sentiment. Cette francophilie ne doit rien à la situation de la Wallonie, à l'émancipation de la Flandre, à cette autre crise, nettement plus existentielle, qui annonce la fin prochaine de la Belgique. Si la France ne les intéresse plus, c'est parce que, du fond de leur fauteuil, ils ne retrouvent plus son charme d'antan.

Bien sûr, nous pouvons comprendre leur désenchantement, mais pour nous qui aimons la France, il est exclu d'épouser de tels états d'âme, surtout en ce moment où, sans forfanterie aucune, nous pouvons dire que l'histoire a choisi de nous donner rendez-vous.

Notre seule véritable inquiétude, à l'heure qu'il est, ne concerne pas la France qui, d'ailleurs, ne va pas si mal, et même pas mal du tout, ainsi que le révèle le très sérieux *The Economist*.

Nous craignons seulement de ne pas être à la hauteur de la mission qui nous incombe: **faire comprendre aux Wallons que leur avenir est français, que leur culture est française, que leur identité est naturellement française, qu'elle l'a toujours été, quoi qu'ils en pensent et quoi qu'on ait pu leur dire;**

aider ces Wallons sans âme, belges envers et contre tout, à surmonter la fin de la Belgique, à se retrouver, à s'épanouir dans un cadre où, enfin eux-mêmes, ils seront valorisés.

De notre part, cela demande une mobilisation sans faille. Une foi intacte. Une détermination qui ne peut s'embarrasser de nostalgie ni de jérémiades. Avant de nous occuper de l'état de la France, occupons-nous de l'état plus inquiétant de la Wallonie.

Le processus de décomposition de la Belgique arrive peu à peu à son terme. Il est donc crucial que chacun prenne la mesure du rôle qui est le sien. Nous n'avons pas le droit de nous abaisser au niveau des petits *Belges et fiers de l'être* dont l'aveuglement nous conduit droit dans le mur. Quand la Wallonie sera lâchée par la Flandre, il s'agira d'être crédible. N'attendons pas ce moment pour nous montrer, nous montrer, nous montrer encore, car la Wallonie risquerait de rater la marche en ne voyant pas la main que nous lui tendons.

Pour les Wallons francophiles, héritiers d'un combat resté longtemps sans espoir, le moment n'est plus au rêve ou à la contemplation. Des milliers, des dizaines de milliers de Wallons francophiles, aujourd'hui disparus, nous regardent. Sans aucun doute, ils auraient voulu vivre ce moment. L'histoire a voulu que ce soit nous.

Inutile donc de pleurnicher sur la France de notre enfance. Ce sont les Français qui feront la France de demain. Tous les Français, c'est-à-dire les Alsaciens, les Normands, les Provençaux aussi bien que les Wallons.

Que cette année nous soit propice. ■

Du français aéroportuaire

Le 16 janvier, M. Régis Ravat, président de l'Association FRancophonie AVenir (A.FR.AV) dont le siège est à Manduel (Gard), avait écrit à José Happart pour lui reprocher l'utilisation des mots *Liege Airport*. La réponse, datée du 30 janvier, est signée par M. Luc Partoune, directeur général. Elle faisait notamment remarquer que «*vos adhérents wallons n'ont peut-être pas pris en compte que l'aéroport de Liège se situe au cœur d'une région qui attire des clients venant de pays*

AÉROPORT
DE LIÈGE.
ISN' IT ?

NON, ICI C'EST
LIEGE AIRPORT!



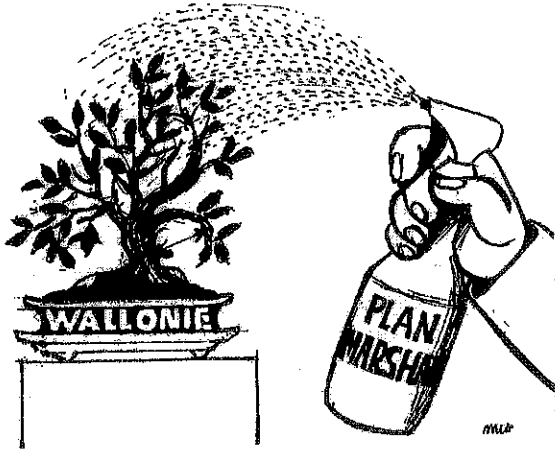
parlant soit le français, soit le néerlandais, soit l'allemand».

Voilà pourquoi votre fille est muette et ... a usé de l'anglais ! Mais que M. Ravat se rassure, «*tout correspondant en français reçoit une réponse reprenant "Aéroport de Liège"*», affirme avec aplomb M. Partoune. Manque de pot, puisque sa lettre porte bien l'en-tête : «*Liege Airport*».

Que pensent nos élus de cette embrouille ? *Nothing, we presume.*

Un plan, oui! Mais pourquoi un plan «Marshall»?

Jacques Dehaes



Elio Di Rupo n'a pas appelé son dernier plan wallon "plan Marshall" par hasard. Pourquoi sortir des oubliettes de l'Histoire ce plan de sauvetage de l'Europe imaginé en 1947 par le secrétaire d'État américain George Marshall (1)? Qui s'en souvient encore de nos jours? Rappelons brièvement les faits.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est en ruine. Son économie est complètement sinistrée. L'Europe de l'Est est sous contrôle soviétique. La menace communiste pèse sur les démocraties occidentales.

De leur côté, les États-Unis, vainqueurs en Europe et en Asie, se retrouvent à la tête d'une économie en surcapacité de production.

Le plan d'aide à l'Europe qu'imagine alors G. Marshall a pour but d'enrayer les progrès du communisme, tout en fournissant des débouchés à l'économie américaine. Il se traduit par une importante aide financière — sous forme notamment de crédits — aux différents États européens. L'Union soviétique imposera immédiatement son veto à la participation de l'Europe de l'Est à ce plan, considérant l'aide américaine comme "un piège capitaliste".

En Europe occidentale, le plan Marshall fut accueilli avec satisfaction et constitua une contribution essentielle à son redressement dès le début des années '50 — à comparer avec la stagnation économique du bloc soviétique.

Toutefois, les nombreuses conditions et obligations dont il fut assorti, ne furent pas sans susciter quelque inquiétude chez certains économistes européens.

Nous avons retrouvé récemment un fac-similé de la

"une" de *La Dernière Heure* du 6 juin 1948, contenant — heureux hasard ! — un article intitulé "Vers la mise en acte du plan Marshall". Évoquant la loi d'aide votée par le Congrès américain, l'auteur de l'article, Zénitta Vivier, explique notamment que «*tout le monde se rend compte que c'est là la charte qui va régir pendant plusieurs années les destins économiques des peuples qui l'ont acceptée*».

«*Une première tendance est à noter. C'est le souci de sauvegarder dans l'application de la loi d'aide à l'économie européenne le rôle des activités privées. Bien qu'il doive se réaliser par des ententes avec les États, le plan Marshall entend cependant ne pas heurter les principes de l'économie libérale, et intéresser à son fonctionnement, dans une large mesure, les initiatives du commerce et de l'industrie. C'est ainsi que la loi prévoit que les placements des particuliers seront garantis par l'administrateur du plan jusqu'à un certain maximum. (...)*

D'autre part, toute une série de stipulations visent à empêcher que la réalisation du plan ne fasse tort aux intérêts de l'économie nationale des États-Unis. Non seulement l'administrateur travaillera en liaison étroite avec le secrétaire d'État, mais la loi prévoit un représentant des États-Unis auprès de l'organisme européen. Des directives précises assurent la protection de l'économie américaine: par exemple, la recommandation de réduire au minimum, dans les achats qui seront faits aux États-Unis, le prélèvement sur les ressources vitales du pays. Le pétrole devra être acheté de préférence en dehors des États-Unis et, pour ce qui concerne les produits de l'agriculture nationale, les exportations devront, autant que possible, concerner les excédents dits "fâcheux". Enfin, l'on prévoit que les pays bénéficiaires pourront s'acquitter de leur dette en exportant outre-Atlantique des articles dont les États-Unis manquent ou pourraient manquer. Les intérêts de la marine marchande américaine ne sont pas non plus oubliés, puisque c'est elle qui devra obligatoirement transporter 50% du tonnage des marchandises.

Mais ce qui nous intéresse le plus particulièrement, ce sont les articles qui concernent les engagements des pays bénéficiaires. Ils sont nombreux et précis. Ces pays devront promouvoir leur production industrielle et agricole, stabiliser leur monnaie, assainir leur budget, faciliter les échanges par l'abaissement

>>>

des barrières douanières, assurer la circulation des matières, utiliser à fond leurs ressources y compris leurs avoirs aux États-Unis, fournir des informations et publier des rapports sur l'emploi des crédits et marchandises. Une partie de la production pourra être, soit tenue à la disposition des États-Unis dans les pays participants, soit "être transférée aux États-Unis sur une base à long terme en considération de l'aide fournie". Aucune discrimination ne sera faite au détriment des capitaux américains qui désiraient s'investir en Europe. Enfin, comme on l'avait déjà signalé, les bénéfices de la vente des produits Marshall devront constituer un fonds en monnaie nationale de chaque pays, dont l'utilisation sera décidée en commun avec l'Amérique (...)».

Presque 60 ans plus tard, Di Rupo annonce un nouveau plan wallon qu'il baptise plan "Marshall". Pourquoi? Quel rapport voit-il avec les événements qui, dans un tout autre contexte, se sont passés il y a bien longtemps et que la plupart d'entre nous n'ont pas ou très peu connus? Ce choix n'est pas innocent. Il est révélateur de l'avenir de la Wallonie et de ses relations avec la Flandre, telles que les envisage Elio Di Rupo.

Dans un article *"Le prix des transferts Nord-Sud"*, Adrien Laurant (2) rappelle opportunément que Luc Van den Brande, ancien ministre-président du gouvernement flamand, parlait au Sénat à Paris le 9 février 2004, *«d'une solidarité qui doit être transparente, qui doit être basée sur des éléments objectifs et justifiables, mais doit être aussi une solidarité résiliable»*.

"Nos amis flamands", ou du moins certains d'entre eux, seraient donc d'accord de continuer, à certaines conditions, les transferts Nord-Sud. En clair, de telles "conditions" signifient la tutelle de la Flandre sur la Wallonie. Et Adrien Laurant concluait: *«Si nous ne faisons pas un autre choix politique majeur, le vrai pouvoir en Wallonie ne sera plus dans les mains du gouvernement wallon, mais sera exercé par le gouvernement flamand, puisque c'est celui-ci qui fixerait les limites des transferts et donc leurs modalités d'utilisation»*.

Cet "autre choix politique majeur", Di Rupo n'en prend pas la direction, bien au contraire! Quand il annonce la nécessité d'un plan "Marshall", il s'adresse évidemment aux responsables politiques flamands: "Mes amis, j'ai besoin de votre aide financière et de

temps pour redresser la Wallonie. Aidez-moi!"

En cela, rien de nouveau. Mais ce message en cache un autre: "Vous ne le regretterez pas. Je suis prêt à accepter vos conditions, quelles qu'elles soient." C'est d'avance accepter la mise sous tutelle flamande, c'est-à-dire une lamentable reddition qu'il fallait dissimuler sous un vocable prestigieux: "le plan Marshall".

Unir la Wallonie à la Flandre par des liens politiques, économiques et sociaux renouvelés et ainsi sauver encore quelque temps non la Wallonie, mais la Belgique, souder la Wallonie à la Flandre comme s'est déjà liée avec bonheur l'Europe aux États-Unis, telle était la grande idée d'Elio Di Rupo.

Dit crûment: c'est, aux conditions flamandes, vendre la Wallonie à la Flandre pour sauver la Belgique!

Les Flamands, qui sont tout sauf naïfs, n'ont apparemment pas mordu à l'hameçon, se contentant d'applaudir hypocritement au nouveau plan wallon. Peut-être se disent-ils qu'ils font du plan "Marshall" sans le savoir depuis longtemps et qu'ils ont déjà trop et depuis trop longtemps donné!

Sans doute estiment-ils aussi qu'ils sont les maîtres du jeu et qu'ils n'ont pas besoin d'un plan "Marshall" ni de la collaboration de M. Di Rupo pour arriver à leurs fins au moment de leur choix.

La Wallonie devra s'autofinancer et Elio Di Rupo devra se débrouiller seul — après le désistement de Van Cauwenberghe — avec son plan dont le nom est devenu totalement hors de propos.

Enfin, lors des prochaines négociations communautaires qui s'annoncent difficiles, on ne voit pas comment notre ministre-président pourra résister aux exigences flamandes.

Évidemment, s'il s'était adressé à la France pour négocier un plan "Marshall", c'est elle qu'il aurait aujourd'hui à ses côtés face au pouvoir flamand.

Quand Elio Di Rupo comprendra-t-il que, s'il désire réellement le salut de la Wallonie, c'est vers la France, où la solidarité républicaine n'est pas un vain mot, qu'il convient de se tourner? ■

(1) George C. Marshall (1880-1959) - général et homme politique américain; chef d'état-major de l'armée américaine pendant la Seconde Guerre mondiale; secrétaire d'État en 1947-1948, il a donné son nom au plan d'aide des États-Unis à l'Europe, adopté par 16 pays. Il fut Prix Nobel de la Paix en 1953.

(2) Laurant Adrien. *Le prix des transferts Nord-Sud*, dans *Wallonie-France* n° 64 (janv./fév. 2006).

Le jeudi 5 janvier 2006, la chaîne SUD PRESSE reproduisait l'avis de Robert Collignon: *«Le plan "Marshall", c'est beaucoup de bla-bla et des outils d'autosatisfaction (...) Les zones franches, cela a été copié sur le programme de Borloo en France. Et c'est une idiotie en Wallonie. Bref, rien de neuf»*.



Une maison pour rien ?

Adrien LAURANT

Quand un homme en veston porte la main droite sur sa poitrine, on ne sait s'il la met sur le cœur ou sur le portefeuille.

S'il parle de la réunion de la Wallonie et de la France, on pourrait penser qu'il l'a sur le cœur. Car tout indique que notre appartenance est infiniment plus française qu'elle n'est flamande. Sa bibliothèque privée, si petite soit-elle, le démontre déjà amplement par le pourcentage d'ouvrages en français ou en flamand. Mais la pernicieuse propagande instillée lentement contre la France et les Français a porté ses fruits, même si les insinuations francophobes ont aujourd'hui diminué fortement sur les ondes officielles.

Si notre homme, sentant venir la fin prochaine de la Belgique, découvre enfin que la «solution française» est inéluctable, c'est sur le portefeuille qu'il portera la main et il trouvera qu'être français, finalement, c'est pas si mal que ça. Une excellente démonstration en a été faite par Christophe Deborsu le dimanche 15 janvier dernier lors du journal télévisé de la RTBF1 à 19h30. En trois minutes, tout est dit !

Le reportage

Anne Delvaux, présentatrice du JT : ... Pour le salarié moyen, la France est bien plus intéressante, fiscalement, que la Belgique.

Christophe Deborsu s'est rendu dans l'Hexagone, à Thonne-la-Long, à 15 km de Virton.

Christophe Deborsu (CD), journaliste : [...] Sur 250 habitants, 125 sont belges. Ça a commencé il y a dix ans. Première raison, selon le maire: le prix très bas des terrains.

Thierry Leclère, maire de Thonne-la-Long : *Les premiers terrains se sont vendus 2€ à peu près. Et là, actuellement, on est à 25€...*

CD : *25€ le m2, cela reste abordable, d'autant que les Belges qui habitent en France paient nettement moins d'impôt qu'en Belgique. Exemple : Thierry Maron, dessinateur industriel près de Virton.*

Thierry Maron (TM), habitant belge de Thonne-la-Long : *Ma situation personnelle, en fait, c'est que ma dernière année en Belgique, j'avais une retenue de l'ordre de 25% et, lors de ma première année en France, je tombe à 5%.*

CD : *Ingrid Genin, une voisine belge, profite du même bonus fiscal français. Pour un salaire brut de 1800€ gagné en Belgique, s'il est imposé en France, il reste 1500€ net ; s'il est imposé en Belgique, seulement... 1000€ net.*

Ingrid Genin (IG) habitante belge de Thonne-la-Long : *Grâce à cette différence-là, beaucoup de gens peuvent acheter une maison, en se basant sur l'imposition avantageuse de la France.*

CD : *L'intérêt de vivre en France ne se limite pas aux contributions. Exemple: la redevance télé est 30% moins onéreuse; l'abonnement internet : moitié prix; la voiture revient aussi moins cher.*

TM : *Disons qu'en Belgique, pour un véhicule de ce genre [N.B. : le téléspectateur voit la voiture au second plan] , la taxe de circulation est de plus ou moins 400€ par an, alors qu'en France il n'y en a plus.*

CD : *C'est gratuit ?*

TM : *C'est gratuit !*

IG : *Et les assurances sont moitié prix de la Belgique.*

*

À diverses reprises, notre périodique a déjà évoqué ces différences de fiscalité. Pour les gros revenus ou pour les grosses fortunes, par contre, chacun le sait, mieux vaut habiter en Belgique. Ceci révèle une conception différente de la démocratie (... ou de la ploutocratie !!) entre les deux pays.

La tutelle ou la misère?

Dans ces mêmes colonnes (1), nous avons examiné certaines conséquences du scénario suivant lequel la Flandre impose l'autonomie fiscale dans un proche avenir, en 2007 par exemple. Les leaders flamands comptent bien qu'il restera un minimum de fierté à leurs homologues wallons et que, dès lors, ceux-ci renonceraient aux transferts Nord-Sud qui, objectivement, coûtent très cher aux Flamands, plutôt que d'accepter la tutelle de la Flandre sur la Wallonie, une tutelle qui ferait de l'Élysette un fantôme sans pouvoir.

Dès l'instant où il n'existe plus de mécanisme de solidarité entre Flandre et Wallonie, le pays Belgique cesse d'exister; il n'a plus de sens. Il restera à la Wallonie à pallier la disparition des transferts soit par des réductions drastiques des dépenses, soit par une augmentation substantielle des impôts, taxes, accises ou autres cotisations, soit les deux. Mais qui dit réduction drastique des dépenses dit aussi réduction drastique des services. Par exemple, si les autoroutes sont privatisées, l'utilisateur devra passer aux péages alors que, par ses impôts, il a déjà payé les autoroutes. >>>

Or, les 6,6 milliards d'euros en provenance des transferts N-S correspondent à 25,0% du total constitué par les impôts (sur le revenu, sur le patrimoine,...) des contribuables wallons, d'une part, et par leurs cotisations sociales d'autre part.

La misère ou l'aisance?

Revenons-en à Mme Ingrid Genin qui, d'un traitement brut de 1800€ en conserve 1500 en France mais n'en aurait gardé que 1000 si elle avait continué de résider en Belgique. Elle-même et bien d'autres, en déplaçant leur résidence de quelques kilomètres, deviennent propriétaires de leur habitation. Une maison gratuite, en somme! En outre, ce qu'elle aurait payé en taxe de circulation lui permet, si elle le veut, d'aller chaque mois dans un bon resto ... comme les Français.

Actuellement, elle aurait ainsi laissé chaque mois 800 € au fisc belge. Si «l'État wallon» (capitale Fourons ?) qu'envisagent certaines de nos élites, et non des moindres, entend garder les mêmes «services» à ses ressortissants lorsque la Flandre, ayant régionalisé la fiscalité, aura mis un terme aux transferts N-S, alors les retenues sous forme d'impôts ou cotisations sociales ou taxes diverses croîtront de 25,0%, c-à-d. 1/4 de 800€, soit 200€. Ces «retenues» s'élèveraient ainsi à 1000€ pour un brut de 1800€ ! Vraiment IM-PEN-SA-BLE !

La vraie relance de la Wallonie

Par leur exposé extrêmement sobre et instructif, Mme Genin et M. Maron nous font une excellente démonstration par la pratique du mode de financement du Plan Marshall ! La relance de la Wallonie a infiniment plus de chances de réussir si elle passe par un accroissement substantiel et brutal de ce que l'on appelle «la consommation des ménages». Cette situation est énormément plus prometteuse que la réhabilitation des friches industrielles. Car il est

amplement démontré qu'elle est génératrice d'emplois dans le secteur privé. Il suffit que la Wallonie soit intégrée à la France. Tout est là.

Il tombe évidemment sous le sens que cet accroissement de la consommation des ménages ne concernera pas uniquement le secteur de la construction: si, demain matin, la législation fiscale de la Wallonie devient celle de la France, l'ensemble des secteurs de la distribution s'en trouvera extrêmement redynamisé. Il faudra des plombiers, des cordonniers, des pédicures, des boulangers, des esthéticiennes, ...

N'espérons surtout pas qu'une réforme fiscale wallonne fondamentale va avoir pour résultat d'aligner notre fiscalité sur celle de la France. Même s'il est vrai que nos ministres des finances eux-mêmes disent et redisent que «trop d'impôt tue l'impôt», il se trouverait assez de bénéficiaires de très gros revenus pour financer des campagnes électorales qui muselleraient les ministres les plus démocrates! Que dire, alors, de l'intégration de la Wallonie à la France ?

*

Revenons encore à Mme Genin et à M. Maron. En passant la frontière pour aller dormir tous les jours en France, Mme Genin gagne 500€ en supplément des 1000€ qu'elle aurait gagnés en Belgique ; c'est donc une augmentation de revenus nets de 50%. M. Maron gardait, en Belgique, 75% de son brut ; mais, depuis qu'il va dormir en France, il en garde 95%. C'est une augmentation de revenus nets de 27% (c-à-d. 20/75). Ils n'ont pas de mérite, si ce n'est celui de la lucidité.

Quel plaisir de dormir quand on en est payé! Et quand on en est si bien payé! Avouons que la plupart d'entre nous dormiraient volontiers en France pour de pareilles augmentations de revenus nets! Pour gagner plus, il existe, en principe, une autre solution: tra-

vailer plus. Oui, d'accord.

Dans le cadre belge tout comme dans le cadre wallon, combien de grèves et combien de saccages faudrait-il pour obtenir une augmentation de revenus nets de 27 ou de 50% pour les «petites gens», toutes les petites gens (les petits indépendants compris) ? Combien de décennies, surtout ? Combien de grèves longues et difficiles se sont soldées par des augmentations de quelques «clopinettes» sur le salaire brut (le barème fiscal apportant ensuite quelques «correctifs») ?

Si les syndicats et les syndicalistes sont honnêtes (ils le sont!) pourquoi, voyant la Belgique «en voie d'évaporation» (2), pourquoi ne deviennent-ils pas les défenseurs les plus acharnés, les plus bruyants, les plus farouches de la réunion - de l'intégration - de la Wallonie à la France? On ne peut pas croire qu'ils soient, à ce point, menottés par les partis dont ils sont nés. Et quand leurs affiliés découvriront et leur diront combien ça rapporte de s'endormir en France, quels grands principes et quels grands sentiments vont-ils leur sortir en guise de réponse dérobée?

Défendront-ils le bien de ceux de leur sang? Auront-ils la vue et la détermination de l'émouvante Antigone ou se rangeront-ils sous la loi de Créon ? Réveille-toi, Jaurès !

Car il faudra bien qu'un jour, la Wallonie se réveille sous un ciel qui sera devenu celui de France depuis minuit ! Il ne sera ni plus bleu, ni plus gris. Il paraîtra banalement comme celui de la veille. Qui donc a intérêt à tarder? Johnny? Justine? Albert? Non, la réponse se trouve six paragraphes plus haut dans ce même article, juste avant l'étoile. ■

(1) LAURANT Adrien, Le prix des transferts Nord-Sud, Wallonie-France, n° 64, 2006, 11: 12, Liège.

(2) L'expression est du ministre flamand Karel De Gucht en 2000.

L'État - site.be, et après?

Marc De Middelée, docteur en droit, UCL

L'actualité déborde — afflux significatif en soi — de nouvelles, de débats et de livres annonciateurs en filigrane de l'Après-Belgique. Dans ce courant, faute de s'attacher à créer leur propre avenir, Wallons et Bruxellois se tournent vers le passé. Ils veulent sans doute comprendre leur résignation présente, l'amenuisement sournois de leurs débouchés prisonniers de l'enclos belgo-flamand.

Ne leur dit-on pas que tout ce "Pays.be" est le leur, modèle d'unité et de solidarité fédératrices? Et sa pérennité serait en quelque sorte ontologiquement garantie. Et pourtant!

La célébration des "175-25" ans, ne fût-ce que par l'intitulé, a révélé la schizophrénie, cette ambivalence belge des pensées et des sentiments et les conduites personnelles et collectives conséquemment paradoxales. Illustration solennelle de cette confusion: la commémoration de la Constitution du 7 février 1831, fondatrice du royaume bourgeois et élitare de cohésion francophone, royaume disparu.

Son abolition en 1970, en raison de la disparité nationale s'exprimant par le suffrage universel depuis 1921, signifiait la mort de la Belgique "unitaire", clairement dit la fin de l'État "recherchant l'unité sur le plan politique" (Larousse). La Belgique éclatée est depuis 35 ans constitutionnellement reconnue... et tendanciellement condamnée.

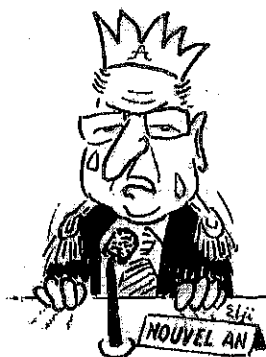
Mais il se trouve des alliés objectifs pour entretenir la confusion dans les esprits: d'une part les francophones belgicistes pour des raisons passéistes romantiques ou d'intérêts personnels financiers ou mondains et, d'autre part, les milieux flamands organisés, soucieux de conforter leurs pouvoirs politico-économiques, croissant par le biais du royaume, via Bruxelles notamment, Région centrale constituant leur point de mire. "Patriotes belges", ils ont un point commun: le sort de l'espace wallon-picard leur est indifférent.

Et puis, il y a ce contraste ô combien signifiant dans les vœux du chef de l'État à Noël et au Nouvel An! À Noël, usage de la méthode Coué: «Les sondages montrent qu'une immense majorité de Belges (sic) rejettent le séparatisme (...) Chaque Région ou Communauté ayant acquis une large autonomie, souhaite se rapprocher des autres (sic)... Je sens combien, malgré les obstacles (sic), le désir de mieux vivre ensemble entre Belges est réel.»

TOUT VA BIEN!
87% DES BELGES
VEULENT LE RESTER!



TOUT VA MAL!
Y'A COMME UN
SÉPARATISME FEUTRÉ!



On aimerait toutefois voir s'avérer cet état d'esprit amical et cette recherche de coopération sociale et politique dans les actes et les projets communs, concrets et conséquents. Mais voici donc qu'au Nouvel An le message rose du roi fait place à l'angoisse: Albert II admoneste: «Il y a des situations inégales qui entraînent des transferts entre Régions et on ne peut y répondre ni par un repli sur soi de chaque région, ni dans le développement de sous-nationalisme, ni dans un séparatisme explicite ou feutré.»

Il est vrai que la réalité binationale franco-flamande l'emporte sur la fiction d'une "nation belge" soi-disant séculaire mais démentie par les historiens contemporains. Et les ruptures des Flamands avec la Belgique depuis sa création en 1830, nombreuses et diverses, iront crescendo (en ce compris les pics de la sympathie populaire pour l'occupant en 14-18, 40-45).

C'est plus vrai que jamais. Un an avant le prochain délitement constitutionnel de 2007, les faits se bousculent, irréfutables. Retenons-en quelques-uns particulièrement incisifs.

■ En tête, l'annonce du 28 janvier 2006 du ministre-président de la Flandre. Appuyant implicitement le Manifeste De Warande de grands patrons et leaders d'opinion pour l'indépendance de la Flandre, Yves Leterme, également chef du premier parti flamand (le cartel CD&V et NVA) dit vouloir relancer la commission spéciale du Parlement flamand pour faire reconnaître, en droit, "la Nation flamande" et la doter d'une Constitution, d'une organisation et de pouvoirs larges et autonomes d'envergure étatique.

À la Tour de l'Yser, haut lieu du nationalisme flamand, ne s'exclamaient-ils pas, en février: «La Flandre demande un espace suffisant pour mener sa propre politique. Celui qui plaide contre ce discours, qu'il porte ou non une couronne, rend au pays et à la population (Ndlr: tous deux flamands, s'entend) un bien mauvais service». Après tout, à son dire: «La solidarité avec la Wallonie, c'est comme si nous portions un sac rempli de pavés». On le voit, le sentiment "belge", ce rapprochement pour vivre ensemble, n'est pas du tout le même de part et d'autre de la "faille ethnolinguistique".

Pierre Bouillon (Le Soir, 06.02.06) décrit d'un trait le paradoxe belge: «La Flandre a des revendications. Le Sud est non demandeur. Mais il ne pourra pas tout empêcher (...) C'est le paradoxe national: pour conserver la maison Belgique, il faut permettre à la Flandre de s'en échapper... tout en organisant sa mainmise sur Bruxelles et sa périphérie (les goedendags d'or de la Flandre aujourd'hui plus prospère n'auront-ils pas raison par étapes de l'âme et de l'identité des Bruxellois?)

La séparation des corps et des biens est inscrite dans la lettre et l'esprit de la Constitution belge pseudo-fédérale. Les experts constitutionnalistes wallons comme flamands ne peuvent que s'accorder sur ce point décisif. Le Pr. flamand K. Rimanque (KUL, Louvain): «Fédéralisme, confédéralisme... nous sommes en fait déjà au même niveau. Rien que par le fait qu'il y a désormais des partis qui n'ont plus de liens directs communs! (...) Il y a quand même un très large courant d'opinion en Flandre qui considère qu'on ne retournera plus en arrière (...) L'aspiration à une plus grande >>>

autonomie est présente dans tous les partis (...) On ne peut plus aller à l'encontre de l'air du temps» (La Libre, 03.02.05). Et le Pr. wallon Francis Delpérée (JCL, Louvain-la-Neuve), aussi sénateur, confirme : «On a lancé un fédéralisme basé sur le régional, donc largement bipolaire. (...) Nos réformes vont toujours dans le même sens — on cède des compétences de l'État aux Régions et Communautés — et elles sont initiées par les communautés, par le bas. (...) Et moi, État fédéral, je me dépouille. Ça, c'est confédéral» (Le Soir, 06.02.06).

■ **L'enchaînement des événements et le sens commun n'autorisent plus à les démentir : l'État flamand se constitue.** Sans être exhaustif, ayons à l'esprit ceci :

— Après la scission de l'ordre des avocats, voici la division de la centrale des métallurgistes (CMB) dans le dernier bastion unitaire, le syndicat socialiste belge FGTB. C'est la première brèche dans la sphère syndicale.

— Il y a la politique de ségrégation et de discrimination du gouvernement flamand en matière de logement social, la charte du Brabant flamand visant à bouter dehors les francophones et à éradiquer la langue française de la périphérie de Bruxelles, sans oublier les directives de communes comme Zemst, Grimbergen ou Overijse pour empêcher la vente de terrains ou de maisons aux francophones. Imaginons de propager pareille attitude en Wallonie et en France vis-à-vis des candidats flamands, allemands, hollandais ou anglo-saxons à l'achat de propriétés en Ardenne, en Brabant wallon ou dans le Midi et le Sud-Ouest...

— Fait gravissime : l'incapacité de l'État belge, prétendument de droit, à mettre fin aux pratiques décrétales et administratives flamandes portant atteinte aux droits des francophones dans les communes à statut spécial, violation caractérisée de l'article 129 de la Loi fondamentale du royaume ! Négation de l'État belge par son Premier ministre en tête se gaussant de surcroît de la résolution du Conseil de l'Europe.

— Très significatif aussi du nationalisme flamand : le veto mis à la dation de la collection Janssen d'art précolombien à un musée national situé à Bruxelles (pourtant capitale du royaume). À propos de la libre circulation des objets d'art dans l'Union européenne, les experts d'Arthès rappellent que «L'UE a décidé, dans le traité de Rome, de laisser chaque nation maître de la gestion de la "culture nationale", avec cet exemple frappant pour la Belgique : l'un de nos clients collectionneur en Flandre, vient de recevoir par la poste un avis de la Région flamande lui signalant que certains de ses tableaux sont décrétés "d'intérêt national" et interdits de vente "à l'étranger". Ces tableaux ne peuvent donc pas sortir de la Région flamande (même pas pour passer à Bruxelles ou à Namur), sauf autorisation». Vous avez dit Belgique ?

Ce confédéralisme en marche serait toutefois «fédéralisme de raison, avec des entités fédérées à la vocation internationale appuyée»; La Constitution de 1830 à nos jours, et même au-delà serait une garantie pour la survie de la Belgique, si l'on en croit la démonstration déconcertante de l'ouvrage que publie sous ce titre le Pr. Delpérée ! Se sachant en plein sophisme, l'expert en droit public avoue sa définition embarrassée : «Le fédéralisme belge, c'est laisser les armes au vestiaire».

Le séparatisme feutré s'en trouve tout à fait justifié. À son ser-

vice : la duplicité, la confusion des concepts et l'ambiguïté sémantique dans l'usage desquelles, par ailleurs, le Flamand est passé maître (homogénéiser les compétences des Communautés et *tutti quanti*).

■ Conclusions

Face à la "Nation flamande" consolidant son État au fur et à mesure, la Communauté française, larguée et appauvrie, n'aura aucun avenir dans une nation autonome qu'elle n'est pas. Dans les affrontements qui s'annoncent, Wallons et Bruxellois seront, à court et long terme, perdants, sauf à tenir, sans aucune défaillance, sur les points d'ancrage décisifs, à savoir :

1. la remise à plat de toutes les questions provoquant le conflit communautaire, autrement dit la globalisation et le refus d'un quelconque saucissonnage des négociations ;
2. la fixation des frontières de la Région de Bruxelles, de la Flandre et de la Wallonie de manière purement démocratique par voie de référendum sous contrôle international. Le sabotage flamand du référendum linguistique a faussé à dessein le tracé des frontières actuelles sans la rectification desquelles aucune pacification ne sera possible, c'est là une certitude ;
3. la mise en place de structures exécutives permanentes organisant et dynamisant l'union et la coopération de la Wallonie, de la Région de Bruxelles et de la Communauté française entre elles (c'est une nécessité) ;
4. la mise en route volontariste d'actions de coopération étroite avec la France, en exécution des traités signés avec elle par la Wallonie et la Communauté française de Belgique. Pourquoi les laisser dans le tiroir ? Peur, manque de vision ?

Il faut réveiller la France, s'exclame à juste titre Jacques Danois, ancien directeur du Service d'information de l'ONU, «en lui faisant comprendre que notre langue commune est régulièrement agressée et méprisée en Belgique. J'en vois beaucoup qui sont motivés par la défense du français au Canada face à l'hégémonie américaine. Alors que leur propre langue n'est même pas respectée à moins de trois cents kilomètres de Paris !» (Perspectives francophones, janvier 2006)

L'enjeu est commun ; notre avenir en Europe, terres romanes rassemblées, s'affermira. ■

«Le plus grand Belge de tous les temps» (suivant la RTBF)

Quelques citations extraites de Brel, une légende (livret du CD éd. Fondation France Brel, circa 1980) :

— «Nous étions département français jusqu'à l'Ourthe, jusqu'à Liège... Pour avoir la paix, on nous a vendus aux Hollandais...»

— «Et puis, après quinze ans, ça ne gazait pas du tout. On a viré les Hollandais (mais) on n'a pas pu redevenir Français quand même. On nous a dit : Il faut prendre un roi... et on a acheté un Prussien qui était l'amant de Catherine de Russie...»

— «La Belgique n'existe pas, en fait. Je rigole toujours devant les efforts déployés depuis 150 ans pour que Wallons et Flamands s'entendent ! Hé ! Pourquoi s'entendraient-ils, alors que le pays n'est qu'une vue de l'esprit ?»

BILLET SUR LA FRANCOPHONIE

Plurilinguisme (*)

Pierre Bertrand, sénateur honoraire

La Francophonie est devenue un espace politique attractif qui tient une place mieux qu'honorable sur la scène internationale, s'accroissant en vingt-cinq ans à soixante-trois membres (États, gouvernements, associés et observateurs). Ses objectifs séduisent: le respect des droits et des libertés, la paix, la lutte contre la pauvreté, le partenariat entre les langues et les cultures de chacun. Cette reconnaissance et cet encouragement à la diversité culturelle et au pluralisme linguistique constituent son originalité, qui reçoit de multiples applications sur le terrain. Ces principes se veulent concrets, sans se confiner aux péroraisons à l'usage des discours officiels.

L'Afrique, avec ses 2.011 langues locales, est le Continent naturellement privilégié pour pratiquer un plurilinguisme où l'apprentissage du français fraternise avec le parler africain. Nous y viendrons. Mais il est d'autres régions lointaines, dont personne ne parle, qui bénéficient des efforts d'alphabétisation conduits par la Francophonie, dans le respect de leur originalité première. Il s'agit, par exemple, du Nunavik, Territoire du Québec arctique au nord du 55^e parallèle, comprenant 9.633 Inuits répartis en 14 communautés situées dans la Baie d'Hudson et la Baie d'Ungava. Chaque village possède son école, avec un matériel audiovisuel et des ordinateurs que nous pourrions leur envier. Les crédits de fonctionnement, couvrant également les traitements des enseignants et des conseillers pédagogiques, sont supportés par le Québec (75%) et le gouvernement fédéral canadien (25%). La population scolaire comporte un total de 2.977 élèves, pour le primaire et le secondaire. La langue locale est l'inuktitut, seule enseignée jusqu'en 3^e année primaire. Les parents choisissent ensuite entre le français et l'anglais comme seconde langue: c'est le choix du français qui l'emporte. L'objectif est de parvenir au bilinguisme, par une égale connaissance de la langue locale et d'une des deux langues officielles du Canada.

En Afrique, la situation est moins simple. Il s'y juxtapose souvent la langue maternelle, la langue nationale et le français qui occupe la troisième position. L'éducation familiale de base utilise la langue maternelle de portée locale. Les gouvernements privilégient le facteur d'unification, obligeant les langues maternelles à s'effacer devant les langues nationales pratiquées par le plus grand nombre de locuteurs.

C'est le cas, par exemple, au Tchad et au Sénégal. Le français, respectueux des choix linguistiques nationaux, est alors ressenti comme le véhicule des valeurs éthiques et culturelles. Il suffit de constater le succès en ville des cours de l'Alliance française, des ateliers de théâtre, de chant, des cercles de conversation ou des bibliothèques avec tout l'audiovisuel qui s'y rattache. Toutes ces activités pénètrent petit à petit dans les zones rurales et y favorisent l'acquisition d'un français standard.

Il faut souligner la situation des 16 pays d'Afrique subsaharienne, qui ont attribué au français une place privilégiée en le conservant comme langue officielle et langue d'enseignement unique ou dominante. On y relève les États d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo), ceux d'Afrique Centrale (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon et Tchad), et la Région des Grands Lacs (Burundi, Rwanda, République démocratique du Congo). Globalement, 1/4 de ces populations est analphabète (45 millions) et 1/3 des enfants de moins de 15 ans échappe à l'école (10 millions): le problème du multilinguisme ne se pose pas encore pour ceux-là, hélas. On doit inclure dans cette liste les trois pays d'Afrique orientale qui ont pareillement conservé le français comme langue d'enseignement: Djibouti, Comores, Madagascar. Pour ce dernier, il convient de rappeler que le malgache est à la fois langue maternelle et nationale, unique et officielle. Cette exception confirme la règle, habituellement contraire.

La Francophonie, depuis l'origine, valorise la coexistence linguistique dans les sociétés multilingues. Loin de générer des oppositions, un partenariat équilibré révèle que la langue première peut devenir un appui et non un obstacle à l'étude du français, en raison de l'application naturelle de la mécanique des langues. Le rôle positif du dialecte natal auprès des apprenants d'une langue seconde est reconnu aujourd'hui par la majorité des pédagogues.

La diversité linguistique du monde francophone enrichit autant que sa diversité culturelle: elles sont inséparables. ■

(*) Source: La Francophonie dans le monde, 2004-2005. Rapport de l'Organisation internationale de la Francophonie et du Haut Conseil.

Aux armes, citoyens! La langue française est en danger

Un groupe de pression doit provoquer un grand débat public

Louis Nisse (*)

Ternissement hors de nos frontières, émasculatation à l'intérieur, le français — comme toutes les langues européennes — se porte mal et risque de devenir sous peu une simple langue vernaculaire. La mort programmée de l'école (1), le bain d'allégories commerciales du mythe américain, la trahison des clercs, le prosélytisme de renégats pour le tout-anglais lui portent des coups que seule pourrait parer une puissante volonté politique qui affirmerait l'action régulatrice de l'État.

Que les réunionistes en soient conscients : le combat pour le français est prioritaire. Une France croupion de l'Amérique serait-elle encore cet objet de leur désir?

Au Concours Reine Élisabeth 2004, lorsque le président entama, en anglais, la proclamation du classement, un murmure désapprobateur parcourut le public. Ce Flamand, parfait bilingue, s'interrompit et déclara, en français, mi-goguenard, mi-agacé : « L'anglais est LA langue internationale, n'est-ce pas? ». Et de poursuivre en anglais, sous les ricanements puis les applaudissements d'une partie des eurocrates. Et les chanteurs de recevoir qui le Prix de la Reine Fabiola, qui le Prix du Gouvernement fédéral belge...

Ce genre d'affront, lorsqu'il se répète et reste impuni, finit par être digéré par les offensés : pour ne plus se sentir humiliés, beaucoup se soumettent au tout-anglais et en deviennent même les zéloteurs. La psychologie du renégat...

Ces blessures symboliques, nous ne voulons plus les endurer. Ce sont des *casus belli*. Les totalitaristes anglo-saxons éprouveront les conséquences du non-respect mutuel. Leur indigne cinquième colonne sera frappée aux points sensibles : portefeuille, carrière, vanité. Des coups médiatisés nous donneront la visibilité qui nous manque.

Ce combat ne doit pas être celui des puristes ou autres gardiens de musée juste bons à nous faire brocarder.

Ce combat ne doit pas être franco-français : si le français est menacé, *a fortiori* les autres langues le sont-elles. C'est notre conscience plus aiguë qui nous donnera une préséance. Même une "petite" langue (2) peut être notre alliée. Pas de nationalisme ni de chauvinisme ! Réparons l'offense que la France fit à l'Allemagne lorsque, en 1999, elle ne soutint pas sa demande pour que l'allemand soit reconnu comme langue de travail à Bruxelles — attitude suicidaire ! Ce combat affirmera notre désir de diversité culturelle et portera les valeurs — non-marchandes ! — d'universalité et de fraternité que beaucoup d'étrangers cultivés associent encore à notre langue.

Mais la priorité n'est pas là. Nous devons d'abord constituer un groupe capable de faire pression sur

les candidats aux élections pour qu'ils se positionnent sur l'action régulatrice de l'État dans le domaine de la langue. Qu'ils nous disent s'ils veulent que l'État puisse faire ce qui suit :

1. Imposer l'usage exclusif du français dans les entreprises.

2. Imposer l'usage exclusif du français ou l'usage du français et d'autres langues dans les médias ainsi que dans les colloques, événements, manifestations culturelles qu'il organise. En aucune façon, l'État ne peut être complice de la diffusion de l'anglais. Est-il admissible que, dans un reportage au Portugal, une équipe de F3 n'ait réalisé aucun entretien en français? Sans être sanctionnée?

3. Enjoindre aux administrations de renvoyer systématiquement à Bruxelles tous les documents de travail qui leur parviendront uniquement rédigés en anglais.

4. Poursuivre et renforcer la politique des quotas dans l'audiovisuel.

5. Soutenir l'enseignement du français à l'étranger. Malgré leurs appels à l'aide (notamment pour l'obtention de livres), les 15.000 (!) professeurs de français de Russie ont été lâchés : le français n'y est quasiment plus enseigné. Un bon nombre de ces (excellents) collègues russes pourraient encore être remis en fonction, si les pouvoirs politiques francophones s'y attelaient. Les Russes ont la fierté de ne pas accepter le règne sans partage de l'anglais...

En 2001, les Algériens ont introduit le français dans l'enseignement primaire. Quel soutien ont-ils reçu? Qu'en ont dit les médias? Ces gens, il n'en faut évoquer les fantômes qu'à propos d'égorgements, de catastrophes télégraphiques, de barques fracassées au pied de notre forteresse.

Quant à l'Afrique noire — dite francophone — on y apprend à dire en français: "J'ai faim!" et "Mon école n'a plus de toi". Que les Américains y lancent un plan Marshall et le sort du français y sera celui de l'espagnol aux Philippines.

>>>

6. Restaurer l'enseignement de la langue et de la littérature dans nos pays. Il y a deux ans, je faillis tomber sur mon séant en débarquant en 2^e année de formation des maîtres de français : la moitié des étudiants étaient incapables d'orthographier sans faute(s): "On n'a pas voulu que je les voie". Plusieurs avaient écrit "voies" ou "voient". Pour faire plus riche: Culture générale, rédaction et compréhension de texte étaient à l'avenant. Encore quelques années et la boucle sera bouclée. Et la messe dite. Lire Brighelli (1).

7. Mettre en place un office de traduction terminologique, spécialement dans le secteur de l'économie, de la finance et de l'administration.

8. Obliger les institutions de recherches à publier d'abord en français et encourager les Européens à publier dans leurs langues, avec des traductions. La soumission actuelle aux Américains est d'autant plus irrationnelle et masochiste qu'ils profitent du passage obligé par leurs comités de lecture pour nous pirater.

9. Se battre pour que le français devienne la langue du droit européen.

Sur ces 9 points, il faudrait entendre Fabius, Hollande, Chevènement..., Bayrou, de Villepin, Sarkozy... (3). Entendre tout candidat à l'élection à un mandat public en France, en Wallonie, à Bruxelles et ailleurs.

Et, selon son actif et son passif, selon ses engagements, notre groupe de pression le soutiendrait publiquement ou appellerait à le mettre en difficulté. Les francophones doivent savoir qu'il y a péril en la demeure. Faute de ce grand débat public, les complices de la haute administration et du monde économique continueront à étrangler la poule sans la faire crier, la charmant d'un cynique "Tout va très bien, Madame la marquise". Notre combat est un combat pour la démocratie. ■

(*) Romaniste. Enseigne le français et la linguistique à la Haute École de la Ville de Liège. Adresse: 9, rue des Remparts - 4000 Liège

(1) Jean-Paul Brighelli, *La fabrique du crétin. La mort programmée de l'école*, éd. J.-Cl. Gawsewitch, 2005.

(2) Quelle qu'elle soit...

(3) Bernard Lecherbonnier, *Pourquoi veulent-ils tuer le français?*, Paris, Albin Michel, 2005, p. 222. Mon article doit beaucoup à cet essai.

Une revenante

Plusieurs lecteurs ont bien voulu nous faire part de leurs regrets quant à l'absence, dans les derniers numéros de *Wallonie-France*, de la *Petite chronique de la langue française*. Nous les remercions de leur intérêt pour cette rubrique et leur promettons de faire notre possible pour la réintroduire plus régulièrement. Qu'ils veuillent bien considérer, toutefois, que la revue accorde la priorité à l'actualité politique et aux réflexions et perspectives d'avenir pour la Wallonie, et que la place disponible nous oblige parfois à des choix cornéliens! Dans le souci de donner suite à leurs désirs, nous revenons ci-dessous sur une question d'ordre linguistique — mais pas seulement — que nous avons abordée précédemment.

PETITE CHRONIQUE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Nous avons été entendus... mais à moitié compris

Pierre Mélot

En septembre/octobre 2000, le n° 32 de *Wallonie-France* consacrait sa chronique de la langue française au curieux belgicisme *parc à conteneurs*. Nous y attirions l'attention de nos lecteurs et des autorités sur le caractère obscur — et pour tout dire grotesque — de cette appellation imposée par l'Administration et, de ce fait,

très répandue en Belgique. Dans un esprit constructif, nous suggérons de donner la préférence au terme *déchetterie*, néologisme clair et déjà bien implanté en français.

Avant de découvrir les rebondissements de cette "affaire" et la suite qu'il convient de leur réserver,

rafraîchissez-vous la mémoire en relisant notre analyse d'il y a cinq ans (cf. page suivante).

Après quoi, nous vous emmènerons dans une promenade linguistique que nous espérons instructive et convaincante.

>>>

Fac-similé de la p. 14
du Wallonie-France n° 32, sept./oct. 2000

PETITE CHRONIQUE DE LA LANGUE FRANÇAISE

LES DECHETS A LA DECHETTERIE !

Moule à gaufre ! Pied à coulisse ! Clé à molette ! Ces trois exclamations ne résonnent-elles pas comme des injures que ne renierait pas le célèbre capitaine Haddock ? La première - vous l'aurez reconnue - faisant d'ailleurs partie de son répertoire, disons, le plus spontané. Mais, mis à part leur caractère à la fois utilitaire et injurieux, quel point commun grammatical peut-on trouver à ces trois ustensiles ? Réponse : ils rentrent tous les trois dans la catégorie des locutions nominales.

Ce mode de composition de mots nouveaux - non le seul - est bien français (pince à sucre, roue à aubes, piège à guêpes, cloche à fromage, etc.) et, de ce fait, rien ne nous empêche, Wallons et Bruxellois, d'y avoir recours pour nos besoins propres (verre à *pèkèt*, fer à *galet*, pâte à *bolikète*, bol à *caricoles*, etc.). Encore faut-il que l'assemblage ainsi créé évoque en toute clarté l'objet, le concept nouveau.

Est-ce bien le cas pour la dénomination usitée en Belgique de « parc à conteneurs » ?



Si l'on écarte, pour le mot « parc », son acception d'étendue boisée et clôturée destinée à la promenade et celles d'enclos où l'on garde un enfant, où l'on élève des animaux ou qui est doté d'un statut spécial, on s'aperçoit que la dénomination en question ne peut viser qu'« un lieu clos où sont entreposés des conteneurs ».

Et qu'est-ce qu'un conteneur ? C'est une « caisse métallique, souvent de grandes dimensions, pour le transport de choses ».

Or je vous le demande : où est présente, dans la locution « parc à conteneurs », l'idée de déchets que les autorités belges francophones attachent à ce genre de dépôt ? On a beau sonder les parcs en profondeur et retourner les conteneurs dans tous les sens, nulle trace de déchets dans les entrailles de ces deux mots. Ils ont pourtant droit de cité, unis dans un bel abus de langage, sur les poteaux indicateurs de nos villes et de nos villages...

L'administration a un peu oublié (mais l'a-t-elle jamais su ?) que toute chose, comme toute personne, a son identité, et que l'appellation en est un élément essentiel. Mal nommer les choses, c'est se tromper, soi-même et autrui, sur leur identité. On finit par ne plus savoir au juste à quoi l'on a affaire.

On aura donc toute l'indulgence voulue à l'égard de l'étranger non initié aux contorsions linguistiques belgitudesques. On lèvera sa perplexité devant l'indication « parc à conteneurs » en lui expliquant qu'en suivant cette direction, il n'aboutira pas aux docks d'un port pour bateaux porte-conteneurs mais tout simplement... à la « déchetterie » la plus proche. On aura alors la joie de voir son visage s'illuminer du large sourire de la compréhension : « Ah, votre parc à conteneurs, au fond c'est une déchetterie. Il fallait le dire ! » Eh oui, il fallait le dire. Mais voilà, on ne l'a pas dit... On l'aurait dit si on avait bien voulu se souvenir que le néologisme « déchetterie » désigne sans la moindre équivoque « le lieu où l'on se débarrasse de ses déchets en les déversant, dûment triés, dans les conteneurs appropriés ».

Il s'agit bien là du pompeux autant qu'inexact « parc à conteneurs » que la Wallonie, bonne fille, s'est laissé imposer comme souvent par le « Belge sortant du tombeau » (et qui, comme ne le dit pas un hymne d'un autre âge, aurait mieux fait d'y rester !).

A la réflexion, ce qui importe pour l'assainissement de l'environnement, n'est-ce pas d'attirer le public vers un lieu qui lui présente une solution à son problème de déchets ? N'est-ce pas, dans un souci d'efficacité, de considérer ce lieu principalement du point de vue de l'usager, jusques et y compris dans son appellation ? N'inversons pas les accents à donner aux choses : le public pense avant tout « déchets » ; les « conteneurs » sont l'affaire de l'administration.

Notons en passant que, vu l'âge encore jeune de ce terme on ne peut plus limpide, l'orthographe hésite, en certains endroits de France, entre « déchetterie » (sur le modèle de billetterie) et « décheterie » (à l'image de bonneterie). L'usage et les grammairiens trancheront.

D'ici là, dépolluons notre langue de ces énigmatiques parcs à conteneurs en les jetant sans pitié dans le conteneur « produits toxiques » de la déchetterie !

Pierre MELOT

Alors, sur la base des observations faites autour de vous, vous semble-t-il que l'autorité a compris le message délivré par notre chronique en l'an 2000 ? A première vue, on pourrait penser que oui. Mais à moitié seulement, à la façon d'un mauvais élève! C'est-à-dire en corrigeant une faute... par

une autre tout aussi grave (ou au minimum aussi cocasse). Vous en voulez la confirmation?

Prenez alors connaissance du communiqué ci-contre paru le 26 décembre dernier dans les pages régionales d'un quotidien de la capitale:

DÉCHETS Fermeture des recyparcs

Tout comme ils étaient fermés ce samedi 24 décembre, les recyparcs des 72 communes desservies par Intradel seront fermés ce samedi 31 décembre.

Ainsi donc, le *parc à conteneurs* — enfin! — n'a plus la cote, chassé sans ménagement (depuis quelque temps déjà) par le fringant *recyparc* aux allures plus anglo-saxonnes. Mais le nouveau venu sur la scène des déchets possède-t-il les qualités requises pour obtenir son brevet de clarté et, par là, faire une longue carrière? C'est ce que nous allons examiner ensemble.

Commençons par dire un mot à propos de la construction du néologisme *recyparc*. Il saute aux yeux que les créateurs de ce terme ont choisi d'adopter le mode de formation germanique des mots nouveaux, vraisemblablement sous l'influence de l'anglais, que l'on peut ramasser dans la formule: le déterminant (*recy*) précède le déterminé (*parc*). On sait que le français procède le plus souvent de manière inverse (1). Mais bon, ne chicanons pas. A la limite, s'il faut suivre la mode - anglo-américaine - pour mieux sensibiliser le public au tri sélectif, pourquoi pas? L'efficacité avant tout!

Poursuivons par la décortication de ce mot-valise (2). Pour ce qui est des différents sens du mot *parc*, nous vous renvoyons à l'article précité. Attardons-nous davantage sur la première partie du mot, à savoir l'assemblage *recy*. Qu'évoquent sans ambiguïté ces quatre phonèmes (3) — représentés ici par quatre lettres — pour le locuteur francophone? Autrement dit, qu'est-ce que ce *recy*? Pour le premier élément, *re*, on comprend sans peine: le préfixe itératif "re" indique la répétition, le retour d'un processus. Mais de quel processus? D'où sort la deuxième moitié, *cy*, de ce curieux vocable? Avec un peu d'imagination (et quelques connaissances linguistiques!), on devine qu'elle sort — amputée des deux phonèmes significatifs [k] et [l] — du mot grec "kuklos" (= cercle, roue) dont le radical "kukl", passé en français sous la forme "cycl" par l'intermédiaire du latin, a permis la formation de dizaines de mots nouveaux. Par la simple adjonction de préfixes et de suffixes, nous avons vu apparaître: *cycle*, *cyclisme*, *bicyclette*, *tricycle*, *cyclone*, *cyclamate*, *recycler*, en *cycolo*pédie, etc. Or, en présence de l'assemblage *recy*, on ne voit pas clairement de quel processus répété il s'agit puisque le deuxième élément, *cy*, n'évoque qu'imparfaitement le radical "cycl", mo-

nème porteur de sens (4).

Ces observations nous conduisent à constater que l'assemblage *recy* est une formation boiteuse qui n'a qu'une très faible valeur sémantique. Soyons clairs: à ce stade déjà, son auteur mérite le bonnet d'âne. Ajoutons que pour obtenir un néologisme parfaitement intelligible et prononçable à partir du monème "cycl", il aurait fallu placer une voyelle intercalaire (a ?, e ?, o?) entre *recycl* et *parc*, ce qui, bien entendu, aurait alourdi le mot nouveau d'une syllabe supplémentaire, solution qui n'a pas été adoptée (peut-être même pas envisagée).

Terminons par la question de fond qui s'impose, en premier lieu, pour toute création de mot: *quelle réalité veut-on traduire dans le langage?* Pour répondre à cette question dans le cas présent, il faut considérer l'ensemble du processus de recyclage des déchets rejetés par les particuliers. Observons que les opérations nécessaires se déroulent, en gros, en trois temps:

1. récupération: tri des déchets effectué par le public qui apporte et déverse ses biens mis au rebut dans les conteneurs installés dans des dépôts par des entreprises publiques ou privées;
2. retraitement: acheminement des déchets, dûment triés par catégorie, vers d'autres lieux auxquels le public n'a pas accès (usines), qui les détruisent et les éliminent ou les retraitent;
3. réutilisation: remise sur le marché des produits nouveaux issus du retraitement des déchets.

Tout au long de ce processus, il est évident que les *parcs* en question n'effectuent pas le recyclage proprement dit des déchets, mais ne font que l'amorcer en organisant leur collecte sélective. A titre de comparaison, le parc industriel est bien un parc regroupant des industries. Le parc artisanal rassemble des entreprises artisanales. Le parc commercial concentre des commerces. Le parc scientifique accueille la recherche scientifique. Mais le *recyparc* n'est pas le lieu véritable du recyclage: il n'en est que l'antichambre...

En conséquence, ni dans le fond ni dans la forme, le mot-valise *recyparc* ne respecte les règles de base

>>>



ÉDITORIAL

WALLONIE LIBRE DOIT CONTINUER

Eh bien, chers membres et lecteurs, nous revoici en tête-à-tête sous l'égide de Wallonie Libre. J'aurais eu la mauvaise conscience d'un déserteur si j'avais abandonné la plus ancienne, la plus glorieuse et aussi la plus utile à notre cause des organisations wallonnes aux mains de la petite clique qui s'est mise à la dévoyer faute surtout d'envie et de vision. Comme je vous l'ai écrit en décembre, je ne m'exemple pas des fautes commises : j'aurais dû descendre plus souvent dans la soute pour détecter les avaries qui menaient au naufrage. J'ignore à vrai dire si nous resterons à flot jusqu'au jour certain de la victoire : cela dépendra de vous autant que de moi. Si, ce qu'au destin ne plaise, l'histoire commencée par une poignée de héros devant l'Aigle blessé de Waterloo, le 18 juin 1940 — oui, le jour même de l'Appel — devait s'achever dans la pénurie des moyens, qu'elle ait une fin digne d'eux et de nous.

Nous n'en sommes heureusement pas là. Il serait d'ailleurs paradoxal que s'éteigne la flamme du Mouvement wallon au moment où l'État belge, cette catastrophe du passé qui pèse encore si lourd dans notre présent, tremble sur ses bases. Mais, justement, les choses sont si avancées par rapport à 1945 et à 1960 qu'il faut expliquer pourquoi il importe de garder allumées "la torche vacillante et la lampe fidèle" qu'évoque un beau vers de Henri de Régnier.

1. Ne nous voilons pas les yeux. C'est le nationalisme flamand qui mène le jeu politique du royaume et qui descelle ce qui lui reste d'unité. D'aucuns, jusque dans nos rangs, murmurent qu'il suffit de le laisser tranquillement achever sa tâche. Eh bien non ! Il y a différentes manières de préparer la sécession. La pire serait de s'abandonner à l'engourdissement du quiétisme. La Flandre choisit les étapes en fonction, sinon toujours de son intérêt, du moins en fonction de ses doctrines. Chacun de ses coups de cognée dans le tronc commun porte là où elle nous fait mal. Elle est financièrement perdante dans la Sécurité sociale ? Tantôt, elle fait rétrécir la couverture au nom de l'orthodoxie budgétaire, tantôt elle exige la révision du partage des recettes pour corriger ce qu'elle appelle les abus wallons. Le service public coûte plus cher dans le sud, moins peuplé et moins riche qu'elle ? On privatise à tour de bras en bradant des actifs (de préférence chez nous) et en injectant dans les structures des actionnaires privés qui

"rationalisent" selon leur logique propre qui n'est pas celle de l'intérêt général (voyez la dérive de la SNCB et de la Poste). Il reste des tirelires fédérales bien garnies et de gros clients publics des producteurs de biens et de services ? On flamandise au maximum leurs postes de direction. Bruxelles est une ville francophone à 90% et une place enviable de la vie internationale ? Pas question de la lâcher, si faible et si déclinante que soit sa population flamande.

Au nom du respect dû à la majorité des Belges (la Belgique sert à point quand il le faut), on nous menace d'une séparation qui terrorise les partis francophones traditionnels, on s'y sert, un peu plus à chaque législature, en positions politiques et en emplois stratégiques.

Vous avez compris, vous militants wallons, que le processus doit être vigoureusement négocié pour que notre peuple, resté "bêtement belge tout seul" comme disait François Perin, ne se retrouve pas complètement dépouillé au seuil de l'indépendance. Il faut empêcher la Flandre de se servir au tas par une méthode toute simple qui s'appelle le saucissonnage des problèmes. À l'offensive bien articulée dans le gradualisme, il y a lieu d'opposer une réponse générale de regroupement des dossiers pour amener un vrai donnant-donnant. C'est ce que firent les Slovaques tandis que se dissolvait leur ménage avec les Tchèques. Comme aux Wallons, on leur prédisait la misère. Voyez comme ils ont rebondi et regardez les conséquences de notre prostration.

2. La politique wallonne et bruxelloise doit-elle être le monopole des partis francophones ? Quelle joie ce serait de répondre oui, mais, encore une fois, on penserait alors très à l'écart de la réalité. Certes, il suffirait sans doute qu'une seule grande formation traditionnelle lève très haut l'étendard de la libération pour rallier les autres. Espérons-le, mais arrachons-nous à la rêverie. Leurs dirigeants ont visé très serré le bouchon belge sur le goulot. Je reçois chaque semaine — vous aussi sans doute — les échos d'une sourde contestation wallonne au sein du PS et du MR, mais, parmi les gens en (bonne) place, qui ose dire à haute voix que MM. Collignon et Dehousse ont raison ? Qui, jusqu'à un cinglant revers électoral que force nous est d'appeler de nos vœux, ou jusqu'à ce que la Flandre ait achevé d'écoeurer même les mollassons ?

>>>

Le combat wallon a repris récemment une forme électorale, à la faveur d'un air du temps qui se modifie dans le bon sens — de grands journaux naguère unitaristes ouvrent leurs colonnes aux débats sur le séparatisme, c'en est un signe parmi d'autres. Les choses étant ce qu'elles sont, il est légitime d'attaquer les dirigeants belgicains sur le terrain d'où ils tirent leur pouvoir et leurs rentes. Mais ce n'est pas insulter le courage de ceux qui ont choisi cette voie de résistance que de relever les obstacles à leur progression. La population se débelgifie de plus en plus vite, mais, comme dans toute l'Europe occidentale, un fossé s'est creusé, toujours plus large, entre elle et ceux qui font métier de la politique, voire entre elle et tout ce qui propage une leçon politique. Trop de promesses non tenues, trop de mensonges mis au jour, et n'oublions pas les scandales, ont fortifié en elle un scepticisme qu'il est maintenant difficile d'ébranler.

* * *

Voilà pourquoi un mouvement dépourvu de visée électorale et rigoureusement indépendant en pensée et en action, a des chances de faire pénétrer le message dans les oreilles obturées vis-à-vis de la parole politicienne. Encore doit-il s'abstenir des travers de celle-ci. Qu'il se garde d'être un marchand d'illusions et de caricatures. La société, son économie, ses représentations collectives ont changé de fond en comble depuis un demi-siècle et l'on ne peut plus s'adresser à nos compatriotes comme on le faisait alors. Vaine aussi serait la nostalgie des occasions manquées. Ah, il est bien vrai que la Wallonie serait plus à l'aise si elle avait quitté la Belgique il y a encore trois décennies. Mais à quoi bon lui ressasser qu'on l'a fourvoyée et, chemin faisant, grugée? Ce serait la faire douter un peu plus d'elle-même. Gardons-nous, évidemment d'oublier le passé : sa connaissance reste indispensable au diagnostic des maux actuels. Mais il est des éléments du diagnostic qui, à une époque récente, ont rendu nos problèmes plus complexes que ceux dont s'occupaient nos devanciers :

pourrions-nous oublier l'impact du néo-libéralisme européen et mondialiste sur nos fragilités ou faire comme si les mutations de la géopolitique planétaire ne nous affectaient en rien? Non. Il y a lieu de décortiquer patiemment tout cela et d'en discuter sur les bases de l'information et de la raison en proscrivant l'affectivité et le simplisme.

Ce n'est pas facile ? Je vous l'accorde. Il ne s'agit ni plus ni moins que de retrouver quelque chose qui s'est dangereusement perdu dans l'évolution de l'enseignement, dans l'amnésie des responsables et dans l'ajustement du temps politique à celui des bourses et des marchés : le sens des perspectives ou, si l'on préfère, celui du long terme. Si je ne craignais l'emphase, j'écrirais qu'il faut remettre la culture à l'honneur. Non point tant entasser du savoir, que d'être conscient que tout n'est pas marchandise, que les chiffres économiques sont produits par des conventions sorties d'idéologies, bonnes ou mauvaises, qu'il faut décrypter et analyser en se frottant à des disciplines qui, sous leur apparente indifférence au quotidien, enseignent une méthode pour le féconder.

Je crois, chers membres et lecteurs, vous avoir ainsi remémoré ce que furent depuis plus de soixante ans l'esprit et le programme de travail de Wallonie Libre. Voulons-nous essayer ensemble d'en prolonger le sillon jusqu'au dénouement des épreuves de notre patrie ? Voulons-nous honorer ainsi ceux qui la fondèrent au milieu de l'effondrement général de 1940 et qui n'avaient pas notre chance d'entrevoir les larges allées du salut ? C'est mon vœu le plus cher.

Jacques Rogissart

P. S. : Je remercie nos amis de la revue *Wallonie-France* d'avoir bien voulu nous prêter — gratuitement — le support technique et logistique de celle-ci. J'espère que vous en apprécierez le contenu, toujours stimulant pour le remuement des idées.

Et, bien entendu, je resterai attentif à toutes les observations qu'il vous plairait de m'adresser (41, avenue Romain Rolland, 1070 Bruxelles - Tél. 02 524 18 30).

LA CONJONCTURE POLITIQUE

LA STRATÉGIE D'ELIO DI RUPO

En 2004, le président du PS a rompu son alliance avec le MR et s'est allié au CDH pour gouverner la Région wallonne et la Communauté française. Mais il a gardé les libéraux comme partenaires au niveau fédéral. Cela n'a pas produit de changement visible dans la conduite des affaires, mais suscite des frictions dans chaque niveau

de pouvoir, selon que le CDH y est associé ou pas. Entre-temps, Écolo a pris ses distances vis-à-vis du PS qui l'a déçu et plumé.

La même année, les scandales de Charleroi ont amené M. Di Rupo à remplacer M. Van Cauwenberghe à la tête du gouvernement wallon. Le cumul de lourdes fonctions comporte le risque d'usure, car il astreint à se battre sur tous les fronts à la fois. C'est dans cette

position régionale qu'il a complété le lancement du "plan Marshall" censé redresser la Wallonie. Mais déjà les déceptions sont au rendez-vous, la Commission européenne et la logique du pouvoir fédéral ont réduit la portée du plan (notamment en matière de zones franches). Surtout, la succession des scandales communaux parmi les élus socialistes et le scepticisme des observateurs, peut-être excessif, mais >>>

relayé par les médias, ont empêché le sursaut psychologique espéré.

À l'horizon, M. Di Rupo voit poindre ce qu'il redoutait le plus : une grande négociation communautaire dont ni lui, ni les autres dirigeants belgicains n'ont pu détourner une Flandre dont l'autonomisme se radicalise. Dire qu'il s'y prépare sérieusement serait trop dire. Au cours d'un débat public avec le président du CD&V Yves Leterme, le 7 février au théâtre Saint-Michel de Bruxelles, on l'a vu s'aplatir devant son collègue en le suppliant de ne pas laisser tomber la Wallonie et de ne pas aller trop loin dans la réforme de l'État (« *On va finir par déshabiller la Belgique!* ») Qui croyait-il impressionner avec sa référence au discours d'Albert II contre "la séparation explicite ou feutrée" ? Ou avec sa mise à zéro du trouillomètre en suppliant que l'éventuelle Constitution flamande n'aille pas jusqu'à "la revendication politique autonomiste et séparatiste" ? L'autre lui a répondu fermement ... ce que tout le monde sait déjà et dont aucun Wallon ne fera dévier la Flandre même en jouant les carpettes.

FRANCORCHAMPS

On connaît le cafouillage de la gestion du dossier par les responsables socialistes et aussi par M. Kubla (MR). Erreurs techniques, gaspillage éhonté d'argent public, rien n'y manque. Et tout cela pour apprendre que le Grand Prix de Formule 1 ne pourra avoir lieu en 2006. L'intérêt général y gagne. Le crédit du gouvernement wallon, lui, y a perdu.

AU FÉDÉRAL

La grande affaire du Premier ministre Guy Verhofstadt, c'est de l'emporter sur le CD&V (ex-CVP) aux prochaines élections. Il n'est pas trop à l'aise sur le ter-

rain communautaire où ses compatriotes flamands lui reprochent de camper sur le statu quo institutionnel et d'avoir laissé les francophones repousser l'assaut contre l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde. Il préfère brandir quelques succès dans les domaines socio-économiques.

L'équilibre budgétaire notamment, oubliant de dire qu'il est dû pour partie à des opérations "one shot" comme il dit (dont la vente d'actifs publics, l'amnistie des placements clandestins à l'étranger et le vidage de quelques caisses comme celle des pensions de Belgacom), pour partie à un regain de croissance qui ne doit rien au gouvernement et pour une autre partie à la hausse des produits pétroliers qui gêne l'économie mais qui rapporte en taxes à l'État. Puis il y a eu, en janvier, une tournée très médiatisée de M. Verhofstadt aux États-Unis. Il en a rapporté quelques contrats appréciables pour la Flandre et, pour la Wallonie, des miettes. Mais que faisait donc M. Didier Reynders, ministre des Finances et président du MR, qui était dans sa suite ? Entre-temps, le digne Premier a dû avouer que ce sera tintin pour les 200.000 emplois qu'il avait promis de créer pendant la législature. Son compteur est descendu à 65.000. Encore de la monnaie de singe !

L'approche des élections rend les grands partis nerveux. Chez les partenaires gouvernementaux, chaque mesure provoque disputes et cacophonie : cf. le chèque-mazout, la lutte contre les hausses des loyers, etc. M. Verhofstadt a sorti, lui, dix lapins de son chapeau : il appelle ça des "chantiers". Ce sont en fait des objectifs très généraux et généraux auxquels manquent seulement un chiffre précis de ce que requerrait leur poursuite. Du vent et de la fumée, comme les 200.000 emplois. Mais c'est

ainsi, de plus en plus, que l'on gouverne le royaume.

AFFRONTEMENTS COMMUNAUTAIRES

Sans attendre l'échéance cruciale de 2007, les partis flamands revendiquent à qui mieux mieux, aiguillonnés par les fractions de la *Volkspartij* ralliée aux traditionnels et par le *Vlaams Belang*. Le *SPA* veut régionaliser l'emploi, le *CD&V* réclame une Constitution flamande, tous veulent scinder la Sécurité sociale, en gros ou en détail. M. Verhofstadt a beau être devenu le nouveau chantre du fédéralisme d'union, le *VLD* se déclare lui aussi preneur d'une nouvelle réforme de l'État... que le président du PS s'obstine à déclarer non-prioritaire, ce qui commence à faire murmurer dans ses rangs. Il fera chaud en automne !

Le 31 janvier, Albert II, et derrière lui le Premier ministre, ont pourfendu le "séparatisme explicite et feutré". Une sortie semblable de M. Philippe, non couverte par un ministre celle-là, avait valu à la famille royale une volée de bois vert en Flandre. La leçon n'a pas été apprise et la même cause produit le même effet, pour la grande jubilation du *Vlaams Belang*. On remarque à nouveau la servilité des politiciens wallons envers le Trône. Où sont les grands socialistes républicains d'autrefois ? Zombie increvable, le Belge sort plus souvent qu'eux du tombeau.

Malgré tout, la Belgique se défait. L'unitarisme syndical, un des piliers du régime, a reçu un coup terrible en février avec la scission communautaire de la centrale des métallurgistes de la *FGTB*. Un exemple qui va s'étendre. Quand on pense à ce que les travailleurs wallons ont subi du fait du belgicisme, on s'étonne qu'il ne soit pas survenu plus tôt.

COTISATION :

Attention ! Ne la payez pas deux fois ! Pour 17 euros vous recevez *La Nouvelle Wallonie Libre ET Wallonie-France*.

Versez-la sans tarder au compte n° 068-22719876 de *Wallonie-France* 4130 Tilff avec la mention "Nouvelle Wallonie Libre".

PETITS POTINS

■ Savez-vous pourquoi il faut redresser l'économie wallonne ? Pour sauver la Belgique ! Cette énormité sort de la bouche de plusieurs personnalités belgicaines, dont M. Di Rupo.

On ne peut mieux exprimer l'absence totale de patriotisme wallon.

■ Grand fraudeur fiscal devant l'Éternel, l'ex-président du MR Daniel Ducarme se proclame absous: il a fini par payer ce qu'il devait et il se juge assez revirginisé pour aller glaner des lauriers communaux à Schaerbeek (où il embête ses petits copains). Mais pas de repentance : "Si c'était à refaire, je le referais", a-t-il confié au Soir. Il y a d'autres tripoteurs, à Charleroi et ailleurs, qui sont dans le même état d'esprit et qui nous en ont fait part avec encore plus d'ingénuité : ils ne comprennent tout simplement pas pourquoi la justice leur demande des comptes. Allez redresser la Wallonie et sauver Bruxelles avec des gens aussi brouillés avec la morale publique !

■ Il faut des politiciens compétents, mais il faut aussi une administration compétente. Or, l'excellente revue Diagnostic du GERFA (livraison de janvier) nous relate les méfaits prolongés de la réforme Copernic (mise en branle par un socialiste flamand, cherchez la gauche !). Les "top managers" (le français fout le camp dans ce désordre de la pensée) sont trop souvent des créatures politiques sans les qualifications requises par la législation (allégrement vidée par certains cabinets) en ignorants dans les matières qui leur sont confiées. Le périodique cite des noms...

■ Il paraît qu'on parle de moins en moins le français en Flandre. Pourquoi nos ministres s'obstinent-ils à prêcher "l'immersion" dans le néerlandais, langue sans intérêt dont on se fiche aux Pays-Bas, aux petits Wallons? Si c'est pour leur donner un emploi plus tard, c'est illusion. L'apprentissage d'une grande langue — pas seulement l'anglais — serait un bagage plus lourd.

■ Vous n'aimez pas le gouvernement socialiste-libéral? Ne comptez pas sur le CDH pour faire mieux. Sa présidente Joëlle Milquet est toute fière de présenter une liste commune avec ses amis flamands en vue des élections communales de Bruxelles-Ville. Où il doit y avoir, à tout casser, 5% de néerlandophones!

■ Arroseur arrosé, M. Olivier Chastel (MR), qui fit tomber les bonzes de la municipalité de Charleroi, vient de voir une turpitude fiscale remonter de son passé.

■ Le grand homme des socialistes flamands, Johan Vande Lanotte, veut supprimer la moitié de l'armée et fondre le reste dans une défense européenne (qui n'existe pas). À première vue, c'est idiot. À deuxième vue aussi d'ailleurs. Mais à la troisième, on se dit qu'après tout l'armée "humanitaire" de M. Flahaut ne répond plus énormément à sa mission première. Faut-il pour autant, au milieu des dangers du monde, couper dans les cartes du vieux pacifisme flamand ? Bien sûr que non. En attendant la réunion à la France, la Wallonie devra passer des accords de (vraie) défense avec elle qui est la troisième puissance militaire du monde.

LE COIN DU GÉOPOLITICIEN

■ Une des grandes préoccupations du monde développé, ces derniers temps, c'est la sécurité des approvisionnements énergétiques. Le prix du baril de pétrole est dangereusement près des 70 dollars. La Russie n'honore pas des commandes commerciales de son gaz et, à l'occasion, en fait une arme politique.

Toute à sa théologie de la concurrence et de son marché-dieu, l'Union européenne n'a tiré aucune leçon des alertes passées et commence seulement à réfléchir sérieusement au problème. Heureusement, la France a gardé son potentiel nucléaire, malgré les criaileries des écolos en délire. La Belgique, elle, a décidé il y a quelques années d'envoyer le sien à la casse. Or, il est principalement situé en Wallonie. Aura-t-elle le brin de sagesse nécessaire pour faire machine arrière, comme la Grande-Bretagne et la Suède ?

■ Le Président Chirac vient de rappeler opportunément que la force de frappe française peut aussi protéger ses voisins et ses partenaires. S'il y avait un pouvoir wallon, ne devrait-il pas négocier, en ce domaine comme en bien d'autres, un accord clair de coopération avec le pays-frère ?

■ La fureur soulevée dans le monde islamique par des caricatures de Mahomet dans des journaux européens montre une fois de plus que sa religion, non peut-être en ce qu'elle est, mais en ce qu'elle est imaginée par ses fidèles, est incompatible avec notre civilisation. Comme le christianisme d'autrefois, elle devra s'adapter sous nos latitudes pour survivre. Le multiculturalisme est un mythe dangereux. C'est l'assimilation qu'il faut promouvoir.

pour la formation des mots nouveaux. Bannissons-le de notre vocabulaire et préférons-lui sans hésiter le terme clair, reconnu et bien français de *déchetterie*.

Pour être complet, précisons que le suffixe — (e)(r)ie, attaché à un substantif — sans ou avec redoublement de la consonne finale —, permet la formation d'un substantif dérivé ayant, entre autres sens, celui de lieu où se pratique une activité professionnelle. (Exemples: boucher-le, gendarmerie, chocolat-erie, carton-n-erie).

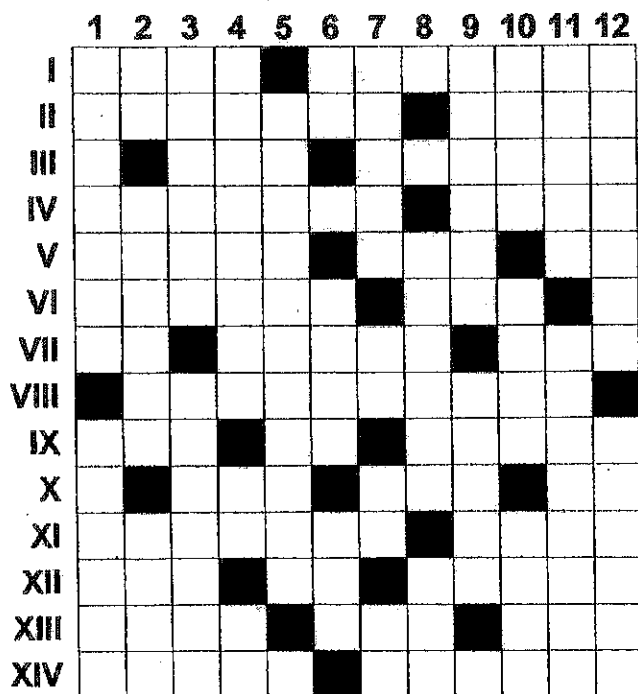
A l'instar de Verlaine, qui proclamait «*De la musique avant toute chose !*» en guise de consigne aux poètes en herbe, recommandons aux apprentis forgerons de mots: «*De la clarté avant toute chose !*»

- (1) Exemples: porte-plume, garde-meuble, aide-mémoire, allume-cigare, casse-noisette, etc.
- (2) Mot-valise: mot composé de la partie initiale d'un mot et de la partie finale d'un autre mot. Exemples: automobile + omnibus = autobus / bureau + informatique = bureautique / français + anglais = franglais / foule + multitude = foulitude.
- (3) Phonème: unité phonologique minimale (= son articulé) d'une langue particulière (36 phonèmes en français).

(4) Monème: unité significative minimale (de nature lexicale ou grammaticale), qui est libre ou liée à une autre forme.

Un dernier mot. A lire notre condamnation du mot *recyparc*, vous pourriez nous objecter que nous n'avons pas saisi l'intention profonde des autorités: marteler le concept 'recyclage' dans l'esprit du public, l'attirer vers la *déchetterie* en liant ce lieu, par une appellation suggestive, aux valeurs écologiques et citoyennes. Intention éminemment louable s'il en est, et que nous n'avons nullement le projet de pourfendre! Mais, pour atteindre cet objectif politique, n'existe-t-il pas de nombreux moyens très efficaces: courrier explicatif joint à l'avis d'imposition de la taxe urbaine, campagnes d'information dans le bulletin municipal, par le canal de la presse écrite, radiophonique, télévisée, dans les publications gratuites "toutes boîtes", par voie d'affichage sur la voie publique, etc.? Se justifie-t-il de créer, pour la cause, un terme aussi mal fagoté ? ■

Mots croisés Thème: Charles Trenet



HORIZONTALEMENT: I "...qui passez sans me voir" — Chanta celle de Paris. II. Biens en société — "J'ai ta...". III. 10 sur 10! — Scie. IV. Il en fait partie — Scier. V. Engageant — William de Piaf — Sigle administratif. VI. Porte à rendez-vous — Prenez plutôt du Trenet pour planer. VII. Avec — La France l'est au cœur des membres du RWF — Eva au miroir. VIII. IL y apprit sûrement l'alphabet. IX. Travail à distance — Est anglais — Fesse-mathieu. X. Assortit les nuances — Déclaration d'un doute — Organisent l'éveil musical (sigle). XI. Qualifierait le bleu de ses yeux — Éclata dans le ciel de la chanson française. XII. Se fit un nom avec la rose — Clef des songes — Ingambe. XIII. Il les roulaient beaucoup des yeux — Dit le ... chantant — No money. XIV. Notre homme en était un joyeux ... — Maman ne l'est pas au dé près.

VERTICALEMENT: 1. Son clocher, ses maisons sages — Victime d'un lapin lunaire. 2. A bon dos — S'en sortit — Grossier. 3. Amateur de transport en commun — "... jolie Madame". 4. Scie — A respecter dans le pays d'accueil — Fait vague route. 5. Remettais sur le tapis. 6. Deuxième degré — Snobées — Partie de sujet. 7. Limites — Porteur de plages — Apostrophe — Ordre de Beethoven. 8. Grêle — "Papa dit qu'il a vu ça, ...". 9. "Que reste-t-il de nos ... ?" — Pied. 10. Donc es — Aiguille à injection — Point décarcassé. 11. "L'âme des Poètes" illuminait leur toile — La moutarde de Dijon est ainsi acidifiée. 12. Charles en débordait — Promène.

Christian Baré

Flandre contre Pays-Bas?

«Les Néerlandais sont d'affreux petits bourgeois» ont dit en substance le ministre libéral Karel De Gucht et sa collègue socialiste Freya Van den Bossche. Pourquoi ce jugement réducteur ? Parce que c'est maintenant au tour d'une Flandre prospère de brocarder son voisin du nord censé être à la remorque.

Toute la Flandre? Non, puisque Pieter De Crem, chef du groupe CD&V, s'est dit horrifié par ces propos insultants et a même forcé la belle Freya à s'excuser publiquement.

Cette "affaire" est à relier au regret maintes fois exprimé par l'ancien ministre flamand Louis Tobback (SP.A) à propos de la séparation

de 1830 causée, selon lui, par «la stupidité des Bruxellois francophones».

C'est toutefois faire bon marché des Wallons de l'époque qui, pour la plupart, ne voulaient plus d'une Grande-Néerlande. Quant aux bourgeois francophones, reconnaissons qu'ils ont été diablement aidés par le "petit peuple" de Bruxelles pourtant de langue flamande, mais qui n'en pouvait plus de crever de misère. Enfin, c'est oublier la profonde hostilité du clergé catholique envers le calvinisme professé par Guillaume Ier.

S'il vous plaît, M. Tobback, soyez plus précis! Ce que vous déplorez n'est pas la sécession belge, mais la coupure survenue entre la Flandre et les anciennes Provinces-Unies. Il n'est peut-être pas trop tard pour réparer cette "erreur" de

l'Histoire. C'est à vous de voir. Mais soyez également conscient qu'en 1830, la grande majorité des Wallons aurait préféré retourner à la France. L'Histoire ne l'a pas voulu.

C'est maintenant notre combat.

J.L.

Mots croisés

Solution du n° 64

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	B	R	E	D	E	D	I	D	E	R	O	T	
II	A	U	N	E	M	A	T	I	N	E	R	A	
III	Y	S		S	A	U	L	E		C	E	N	E
IV	L	A	I	C	I	T	E		T	Y	R	O	L
V	E		C	A	L	A	M	B	A	C		N	S
VI		C	A	R	L		B	I	G	L	A	S	
VII	R	O	U	T	E	R	E	Z		O	Z		R
VIII	O	R	N	E	R		R	A	P	U	R	A	
IX	U	S	A	S		I	T	E	R	E	R	A	I
X	S	A	I		C	O	D	A	D	A	I	S	
XI	S	I	S	M	A	L	E		M	I	I	O	
XII	E	R		I	L		C	R	E	S	S	O	N
XIII	A	E	I		A	R	O	U	E	T		I	
XIV	U	S		F	O	N	T	E	N	E	L	L	E

Francophonie, vaste programme Petit jeu pour mieux nous connaître

Qui n'a jamais hésité sur le sens d'un mot ou d'une expression un peu rare?

1. Qu'appelle-t-on une *solution de continuité*?

- A. l'interruption d'un processus
- B. une solution à long terme
- C. un artifice politique qui permet de se maintenir au pouvoir

2. L'adjectif *hiératique* signifie-t-il ?

- A. conforme à la stricte vérité
- B. d'une raideur majestueuse et solennelle
- C. maigre, décharné

3. Qu'entend-on par *engeance*?

- A. un ensemble de complications, d'embarras
- B. un arrangement, une disposition

C. une catégorie de personnes méprisables ou détestables

4. Quel est le sens du mot *comminatoire*?

- A. qui suscite un sentiment de compassion
- B. qui permet de prédire l'avenir
- C. qui a le caractère d'une menace

5. Un *aphorisme* est-il?

- A. une sentence exprimée en peu de mots
- B. un propos trompeur, un mensonge
- C. un éloge, une glorification

Solutions p. 31

Au Centre Culturel de Rossignol :

Conférences sur le Congo

Samedi 22 avril 2006 à 15h00 : Baudouin Ier et le Congo Belge
par M. V. Dujardin, docteur en histoire et licencié en philosophie.

Samedi 13 mai 2006 à 15h00 : De Lumumba à Mobutu - 1960-1965
par M. L. De Witte, sociologue et publiciste.

Renseignements : Daniel Olivier, rue du Centenaire, 23, 6730 Ansart - tél. 063 44 51 92.

Le coq jaune

(The yellow cockerel)

Nouvelle écrite et traduite par Prudence Crownie.

Yvette Lemaire voulait, avant tout, conserver sa dignité. Ou, du moins, ce qui en restait.

C'est pourquoi, maintenant, elle s'habillait toujours de gris et de bleu ardoise, deux nuances qui ne juraient pas trop avec cet horrible jaune criard du coq. Ce matin-là, elle s'habilla donc avec soin et épinglea enfin son coq au revers de son tailleur. Elle s'arrangea pourtant pour disposer, dans son encolure, un foulard de soie vert foncé qu'elle fit légèrement déborder sur son col de façon à plus ou moins cacher son coq. C'était défendu, et elle risquait de se faire réprimander par un inspecteur de la milice. Ils sont nombreux à patrouiller dans les rues commerçantes. Mais elle espérait que son âge la préserverait un peu. Yvette avait maintenant 74 ans.

Elle avait continué à habiter dans cette ville balnéaire flamande après la mort de son mari. A ce moment-là, les choses commençaient déjà à se gâter et ses amis lui avaient conseillé de déménager. Mais Yvette était une grande optimiste. Et puis... Elle s'était, au fil des ans, attachée à ce coin de Flandre, où elle pouvait à loisir contempler la mer et le ciel, sans fin.

Après... Il avait été trop tard. Un déménagement aurait coûté trop cher et c'était, de toute façon, au-dessus de ses forces. Yvette tenait à son intérieur, à ses rideaux de chintz fleuri, à la pâle lueur de la lampe dans le salon, à son carrelage de grès rose fumé.

Les après-midi de beau temps, elle ouvrait toute grande la fenêtre de sa chambre et tirait un fauteuil devant la flaque de soleil qui s'arrondissait sur le plancher. Là, elle lisait ou, encore, tricotait. S'arracher à tout cela aurait été bien difficile. Quand elle quitterait cet appartement, ce serait pour toujours ! En attendant, il était son refuge. Ici, personne ne viendrait la harceler. Mais elle ne pouvait rester enfermée tout le temps. Il fallait bien sortir pour faire ses courses, acheter de la nourriture, des médicaments, que sais-je...

Avant de sortir, Yvette vérifia que le petit dictionnaire *Français-Néerlandais / Nederlands-Frans* se trouvait bien dans son sac. Dans les magasins, il ne faisait pas bon d'hésiter sur le nom de ce qu'on souhaitait acheter. On se faisait alors vertement rabrouer et on se voyait parfois refuser la marchandise. Aujourd'hui, Yvette connaissait pratiquement le nom de tous les articles de consommation courante. Mais il pouvait toujours y avoir des surprises. Certains mots étaient on ne peut plus simples: *tomaat, soep, radijs, chocolade*, etc. Mais on ne peut indéfiniment se nourrir de chocolat, de radis et de soupe aux tomates...

L'entreprise des courses fut menée à bien et, malgré l'emploi du foulard de soie pour cacher le coq infamant, Yvette rentra chez elle sans encombre. Elle prépara le dîner qu'elle mangea tout à son aise puis hésita sur ce qu'elle allait faire: se

reposer ou suivre l'obligatoire leçon de flamand à la Télévision. Cette émission passait en boucle sur les ondes trois fois dans la journée, à 10 heures 30, à 14.00 heures et à 17 heures 30. Ces cours étaient obligatoires pour toutes celles et tous ceux dont le flamand n'était pas la langue maternelle.

Après les événements qui avaient consacré la scission définitive entre le Nord et le Sud de la Belgique, les francophones qui avaient choisi de rester sur le territoire flamand avaient dû suivre des cours de néerlandais. Ces cours se donnaient tous les jours, en solrée. Yvette y avait côtoyé des immigrés russes, moldaves, slovaques, tchèques, chinois, albanais, pakistanais ainsi que de nombreux ressortissants maghrébins. Peu de Wallons, cependant. Après deux années de cours intensifs et laborieux, de plusieurs examens écrits et oraux, elle reçut un diplôme qui lui permettait de quitter l'école. Elle devait néanmoins continuer à entretenir, voire à approfondir, ses connaissances par le biais des émissions télévisées.

Comment on pouvait vérifier si elle s'y soumettait, Yvette l'ignorait mais *ils* le savaient ! La chose était certaine. Leurs yeux et leurs oreilles étaient partout. Yvette en était pratiquement sûre: il y avait dans chaque quartier, dans chaque building, dans les rues commerçantes et les magasins des personnes chargées de surveiller des gens comme elle. Parfois, il lui semblait sentir sur elle un regard trop appuyé. Parfois, quelqu'un l'abordait en flamand, en rue, dans un parc afin de mesurer ainsi son aptitude à réagir spontanément et correctement en flamand. Il valait mieux répondre correctement...
Schild en vriend ...

Une chose qu'Yvette regrettait par-dessus tout, c'était la disparition des livres et revues en français. Interdits ! Interdit aussi le droit d'écouter un disque d'Aznavour, de Brel ou de Brassens.

Jacques Brel avait fait l'objet de vives discussions au sein du *Comité Exécutif Flamand pour l'Éducation Populaire et la Culture*. Brel avait certes chanté le plat pays et ses multiples attraits, mais il avait osé ironiser sur les Flamandes. Cela avait suffi pour qu'on «*ostracise*». La mort dans l'âme, Yvette avait dû porter ses livres, ses disques, ses vidéocassettes et bien d'autres documents encore au parc à ordures où ils avaient été brûlés. Même ses revues de décoration. Enfin! Il n'y avait rien à faire. C'était comme cela. Alors, elle tricotait en écoutant de la musique classique. Elle collectionnait aussi les livres d'art.

Ce jour-là, Yvette pensa avec agacement aux diverses formalités qu'elle devait encore accomplir afin d'obtenir la permission d'aller rendre visite à sa sœur cadette restée en Wallonie.

Tout d'abord, sur le formulaire qu'elle avait dû remplir, elle avait souligné son âge et son mauvais état de santé. Elle n'aurait probablement plus guère l'occasion d'aller rendre visite à sa petite sœur. De surcroît, Yvette était veuve et sa sœur était maintenant sa seule famille. De quoi attendrir une pierre.

A la rubrique *opmerkingen* (remarques), Yvette eut l'idée de noter que son arrière-grand-mère était Flamande, originaire de Maarke - Kerkem. En cherchant bien, elle aurait pu, sans doute, retrouver là-bas d'autres parents de cette lointaine aïeule. Peut-être, pourraient-ils intervenir en sa faveur si le passeport était refusé? Pendant une demi-heure, Yvette peina sur son texte, à grand renfort de dictionnaire. Il fallait que cela fasse bonne impression.



A peine huit jours plus tard, elle reçut la réponse. Négative. Elle relut deux fois le courrier pour s'assurer qu'elle avait bien compris. Elle fut d'abord prise d'une rage intense, bouillonnante, avec des idées de vengeance et des envies de tuer... Puis, les choses se calmèrent. Retour à la normale... Les idées se firent plus claires. Elle se mit à réfléchir. Posément. Elle se souvenait. Jadis, on lui avait parlé des résistants. Bien qu'elle ne fréquentât pas grand monde, elle avait entendu parler d'eux, à mots couverts. Il lui semblait qu'une serveuse du restaurant *Le Monaco* lui avait un jour laissé entendre qu'il existait bel et bien des Résistants. Elle en faisait peut-être partie? Qui sait? Mais comment pourrait-elle en être sûre? Là, Yvette se trouvait devant un sérieux problème.

Le lendemain, dans l'après-midi, elle se rendit au *Monaco* pour y déguster la fameuse crème glacée aux fraises qui fait la renommée et la fierté de la maison. Rita, la gentille serveuse blonde vint s'occuper d'elle. Pendant qu'elle débarrassait la table, Yvette lança, comme par mégarde: *Combien vous dois-je?* Puis, elle se reprit, feignant la confusion: *O! Excuseer mij! Hoeveel moet ik U?* (Oh! Excusez moi! Combien

vous dois-je?) Mais au lieu de lui lancer un regard réprobateur, Rita — s'étant assurée qu'elles étaient seules dans ce coin du restaurant — lui répondit en souriant: *Trois euros cinquante, madame. Je n'ai pas oublié le français.* Et puis, plus bas: *une si belle langue. J'en étais et j'en suis toujours amoureuse, vous savez!* Et elle lui adressa un clin d'œil de connivence.

Rassurée autant que ravie, Yvette osa lui glisser dans un murmure: *J'aurais besoin d'un service.* Jetant un regard rapide autour d'elle, Rita écrivit rapidement quelques mots au verso d'un carton de bière, qu'elle posa négligemment sur la table. En partant, Yvette le glissa distraïtement dans son sac.

Rentrée chez elle, elle déchiffra le message: *Mardi — 17 heures 30 — entrée du supermarché GB — portez une écharpe et des gants blancs.* C'était laconique et tellement peu explicite qu'un moment Yvette craignit d'être tombée dans un piège. Mais non! La jeune serveuse ne l'aurait pas provoquée de cette façon...

Et puis. Après tout, qui ne risque rien n'a rien. Le mardi, Yvette poussait la porte du supermarché. Devant les caisses, quelques personnes qui allaient et venaient. Ce n'était pas la grande foule. Dans un coin, sur sa gauche, Yvette aperçut un jeune homme blond, appuyé nonchalamment contre un des portillons métalliques. Il portait, lui aussi, une écharpe et des gants blancs. Yvette se rapprocha de lui, feignant de déchiffrer les réclames et les petites annonces épinglées sur le tableau d'affichage. Alors, sans rien dire et presque sans la regarder, il lui fit discrètement un petit signe de la main avant de se diriger vers la sortie. Elle le suivit à quelque distance. Une fois aux feux de circulation du *Petit Paris*, le jeune homme traversa puis s'engagea dans la *Torhoutsesteenweg*, sur sa droite. Arrivé devant une maison d'aspect plutôt négligé et qui semblait même inhabitée, il tira une clef de sa poche et attendit qu'Yvette fût à sa hauteur. Il ouvrit alors la porte et il la fit entrer précipitamment.

Ils descendirent l'un derrière l'autre un escalier qui menait à l'entresol, avec une fenêtre en demi-lune à la place d'un soupirail. Des rideaux opaques, plutôt sales masquaient la fenêtre. Seule une lampe ronde posée dans un coin, sur une table basse, éclairait pauvrement la pièce. Jan aida Yvette à se débarrasser de son manteau et l'invita à prendre place sur un canapé quelque peu défraîchi.

— *Que puis-je faire pour vous?* demanda-t-il dans un français quasiment sans accent.

Yvette lui exposa son problème: comment franchir la frontière pour se rendre chez sa sœur, à Namur?

Après une courte réflexion, Jan lui promit un faux laissez-passer. C'était moins risqué que de franchir la ligne de démarcation, la nuit. Cette ligne — que d'aucuns avaient baptisée le *rideau de betteraves* (*het suikerbietgordijn*, en flamand) — était surveillée par des patrouilles accompagnées de chiens. Elles changeaient chaque jour l'heure de leurs rondes si bien qu'on ne pouvait vraiment pas prévoir quoi que ce soit.

Pour établir le document, il lui demanda les informations dont il avait besoin. Il aurait également besoin d'une photographie

>>>

du type carte d'identité mais elle pourrait la remettre à Rita, la serveuse du *Monaco*.

Yvette se confondit en remerciements.

— *Ce sera 150,00* », dit le jeune homme d'un ton affable. *Vous pouvez remettre l'argent à Rita.*

C'est ainsi qu'Yvette apprit le nom de la serveuse. On entendit soudain le bruit de la porte d'entrée, puis celui de pas descendant l'escalier. Une jeune femme tout ébouriffée franchit le seuil de la pièce. Elle portait un grand sac d'où elle sortit un paquet de revues empilées.

— *Personne ne t'a suivie?*, s'inquiéta Jan.

— *Non, je ne crois pas* !, répliqua la jeune femme qui salua Yvette et lui apprit son nom: Ingrid.

Ingrid tendit une des revues à Yvette en lui expliquant qu'il s'agissait là d'une édition clandestine parvenue jusqu'ici par des chemins et des intermédiaires qu'il valait mieux tenir secrets. Yvette parcourut des yeux les textes imprimés sur du papier recyclé. C'étaient des poésies, un conte et des nouvelles d'actualité écrits en français.

Yvette était tellement émue que des larmes emplirent ses yeux. Il y avait si longtemps qu'elle n'avait plus lu une ligne dans sa langue maternelle. C'est vrai ... Une langue, c'est comme une mère qui vous berçait autrefois avec des chansons naïves; elle est comme la pluie d'automne qui tambourinait aux vitres quand vous étiez petite et que votre mère préparait des galettes. Elle est comme l'amour qui vous fit prononcer ce mot si tendre: *maman*. Yvette se souvenait. Elle avait des images plein la tête.

Ingrid et Jan discutaient maintenant à voix basse. Les échanges étaient animés. Il était question d'affiches qu'il fallait coller en des points stratégiques tout le long de la digue, sur la *Wapenplein* ainsi que dans le parc. L'affiche représentait un coq jaune, juché sur une colline avec, derrière lui, un soleil levant de couleur rouge. Et le texte: *Pourquoi l'empêcher de*

chanter quand se lève le jour? Yvette trouva ce texte très poétique. L'affiche exprimait à la fois le défi et l'espoir.

Mais voilà qu'un long coup de sonnette ébranle soudain la quiétude de la maison. Jan se précipite sur la lampe pour l'éteindre. Tous se taisent. Pas un bruit. Tous se tiennent tranquilles. Un deuxième coup de sonnette traverse l'espace comme une flèche, bientôt suivi de coups sourds qui martèlent la porte. La porte vole en éclat et des pas de bottes dévalent l'escalier. Un énorme chien rouge jaillit dans la pièce et vient se planter devant eux en montrant les crocs.

Un éclair de lumière aveuglé soudain Yvette tandis qu'une voix douce lui demande:

— *Avez-vous terminé votre glace, madame? Puis-je débarrasser la table?*

Rita, la gentille serveuse du *Monaco*, en robe noire et tablier blanc la regarde calmement, son plateau en équilibre sur la main gauche

Yvette cligna des yeux et regarda autour d'elle. Bon Dieu! Elle avait dormi et, durant son sommeil, le terrasse du *Monaco* s'était peuplée. Maintenant, elle avait le soleil dans les yeux. A la table voisine, un homme secouait vigoureusement sa pipe contre le cendrier. Elle n'avait mangé que la moitié de sa glace aux fraises. L'autre moitié avait fondu dans la soucoupe. Yvette se ressaisit, tira de son sac un porte-monnaie bleu...

— *Hoeveel moet ik?* demanda-t-elle, poliment!

Note de la rédaction: nos lecteurs quelque peu bilingues auront noté le néerlandais encore hésitant d'Yvette Lemaire. Précisons qu'un Hollandais, pour s'excuser, dira simplement: "Excuseer!" Et s'il doit de l'argent à quelqu'un, il demandera: "Hoeveel ben ik u schuldig?" Ou, plus couramment: "Hoeveel krijgt u van me?"

COCORICO

Biotechnologies en Wallonie

«"Après avoir semé l'invention dans des entreprises innovantes, l'heure de la récolte a sonné". C'est par cette remarque que s'ouvre le rapport 2005 sur l'état des biotechnologies en Wallonie. C'est aussi ce que pouvait constater chaque visiteur du Carrefour européen des biotechnologies qui s'est tenu à Lille du 28 au 30 novembre. En effet, sur les 350 exposants présents, après les entreprises françaises, ce sont les exposants wallons qui étaient les plus nombreux ! À l'instar des grandes régions économiques de l'Hexagone, la région wallonne tenait le haut du pavé par la qualité des entreprises réunies. (...)

De fait, la Région wallonne représente, à elle seule, 68,6% des activités de biotechnologie en Belgique. Elle compte 69 sociétés hautement spécialisées qui mobilisent ensemble plus de 5000 personnes et réalisent un chiffre d'affaires cumulé de quelque 2.376 millions d'euros»...

Extrait du mensuel *Athena*, n°217, janvier 2006 — contact : Avenue Prince de Liège, 7 à 5100 Jambes ; tél. vert : 0800/11 901.



La France qui gagne *

par Nicolas et Guéric Jacquet

Nicolas Jacquet, énarque et préfet, et son frère Guéric, agrégé d'économie et de gestion et chercheur à la Fondation pour l'innovation politique, se proposent, dans *La France qui gagne*, d'en finir avec l'idéologie 'décliniste' qui, selon eux, imprégnerait le discours dominant et contribuerait à la sinistrose qui accablerait l'opinion publique française.

Et les auteurs de louer la qualité de vie à la française (pouvoir d'achat, santé, logement, loisirs, environnement...), avant de vanter la vitalité de la démocratie, dont témoigneraient les taux de participation élevés aux élections présidentielles, la stabilité des institutions de la Ve République, qui concilieraient efficacité et transparence, le dynamisme de la société civile et l'excellence relative de la culture et de l'éducation françaises. En matière économique, les PME, les entrepreneurs et les grands groupes français relèveraient avec brio les défis de la mondialisation, que n'aurait donc pas à redouter une France attractive et inventive. La 'France des réseaux' (ceux des transports, de l'eau et de l'énergie) est décrite comme un modèle de réussite, basé sur un mode de sélection et de formation des élites remarquable (les grandes écoles, dont Nicolas et Guéric Jacquet sont issus) et sur des partenariats public/privé performants : le TGV, les autoroutes, Airbus, le nucléaire civil... sont cités en exemple. Enfin, il existerait un management à la française qui allierait éthique humaniste, productivité

et rentabilité financière.

Tout en soulignant que des efforts restent à faire et des réformes à mener (entre autres, en ce qui concerne la 'fluidité' du marché du travail, le financement de la recherche et du développement ou la promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication), les auteurs dressent donc un bilan optimiste de l'état de la France et de son économie: la bouteille n'est pas à moitié vide mais à moitié, voire aux trois quarts pleine! Le titre des chapitres laisse, à cet égard, rêveur : «*Le bonheur au quotidien : la France plébiscitée*» (chapitre premier), «*La France : une démocratie d'avance*» (chapitre III), «*Mondialisation : la France en marche*» (chapitre IV), «*La France des réseaux, souvent imitée, jamais égalée*» (chapitre II). Toutefois, dans un effet de miroir inversé, un Nicolas Lecaussin (*Cet État qui tue la France*, Paris, éd. Plon, 2005) aura beau jeu de dénoncer le scandale du Crédit Lyonnais, des ventes de frégates à la Chine nationaliste ou de l'attribution des marchés publics en Île-de-France, la 'diplomatie des petits fours' en FrancAfrique, la faiblesse relative d'un pouvoir législatif qui n'exerce, par exemple, aucun contrôle sur les dépenses, la 'gabegie légalisée' des ressources publiques, le fait que l'économie française n'offrirait que dix-sept millions d'emplois privés contre vingt-quatre millions au Royaume-Uni...

Bref, tantôt la bouteille est à moitié vide, voire en train de se vider (pour Nicolas Lecaussin ou Nicolas Baverez, auteur de la célèbre autant qu'indigeste orgie statistique intitulée *La France qui tombe*), tantôt à moitié, voire aux trois quarts pleine (pour Nicolas et Guéric Jacquet), et ce selon la perspective adoptée ou les intentions politiciennes cachées. Car, si Nicolas Baverez est un fervent partisan de Nicolas Sarkozy, les frères Jacquet semblent être plutôt dans le camp de Dominique de Villepin — ce qui ne les empêche pas de louer l'action de Jean-Pierre Chevènement, tant à l'Intérieur qu'à la Recherche

scientifique !

Dans les chapitres V et VI de *La France qui gagne*, Nicolas et Guéric Jacquet s'attachent enfin à dénoncer les zéloteurs et les profiteurs du culte 'décliniste' en France (citant pêle-mêle : les néo-conservateurs américains, les syndicats professionnels, mais plus la CGT que le MEDEF, l'opposition politique, de droite lorsqu'elle est de droite mais de gauche aujourd'hui, et, *last but not least*, la presse), puis à démontrer la nécessité, et l'urgence, de relever les défis 'philosophique', 'bureaucratique', 'technologique' et 'démographique' : «*La France a besoin de réformes profondes pour rester elle-même*» (p. 228). Il s'agit, selon les auteurs, de prendre les mesures qui s'imposent, entre autres pour faire face à la baisse annoncée de la population active et au coût grandissant des pensions et des soins de santé, pour fluidifier (c'est-à-dire déréguler) le marché du travail, pour réformer la fonction publique, mais surtout pour opérer dans l'esprit des Français une 'révolution des mentalités' qui consisterait en une «*nouvelle approche de l'anglais et de l'argent*» (sic - p. 230). «*La réforme par le catastrophisme émotionnel, c'est fini !*», avaient assuré Nicolas et Guéric Jacquet (p. 217) ; le dernier chapitre de leur ouvrage résonne pourtant de cet accent-là : ou bien le déclin, ou bien le sursaut - douloureux, bien sûr (mais pas pour tous)...

Les frères Jacquet et Nicolas Baverez, même combat ? La droite libérale (encore) au pouvoir après 2007 ? En tout cas, la différence de diagnostic et de remède n'est pas de nature, libérale, mais de degré, modéré ou ultra, ou d'apparences... Bah ! là où il y a un choix, entre Nicolas Sarkozy ou Dominique de Villepin, voire Ségolène Royal ou Dominique Strauss-Kahn, n'y a-t-il pas démocratie ?

Boris Coune

*Paris, éd. Odile Jacob, 2005, 256 pp.



Le silence de leurs pantoufles

On pourrait raisonnablement croire qu'un événement majeur, s'agissant du Manifeste indépendantiste des patrons flamands, serait de nature à désillier les yeux des médias francophones. Pas sûr. On a pu lire des titres ou entendre des propos comme :

«Faut-il couper la tête de l'ex-patron de KBC?» (La D.H.) et «il faut noter qu'aucun politique ne figure sur la liste des signataires» (RTBF).

Lorsqu'il s'agit de projets de réforme institutionnels, l'analyse de ces médias porte principalement sur les hommes politiques, étant entendu (ou sous-entendu) que les préoccupations du peuple (de Flandre) se situent à mille lieues de ces annonces dérangeantes qui mettraient à mal la cohésion fédérale.

Lorsque l'on veut convaincre des francophones qui ne partagent pas nos idées du caractère inéluctable de la marche en avant de la Région flamande vers un démantèlement plus grand de l'État fédéral, on s'entend dire qu'il ne faut pas en exagérer la portée, car le bon peuple ne suivra pas : les trublions, ce sont les politiciens.

À présent qu'on assiste à une vo-

lonté séparatiste claire et nette, ils (les belgicistes) vous rétorquent «oui, mais ce ne sont pas des élus» et cette position est aussi celle des professionnels (francophones) de l'analyse politique. On y perd son latin.

Par ailleurs, ce Manifeste a été présenté à deux partis flamands (il n'est pas question ici du *Vlaams Belang*) sans qu'il ne fasse ensuite l'objet d'une mise au point. Un sondage établit que 55% des Flamands ne seraient pas en désaccord avec le Manifeste selon Marc Platel, publiciste et coauteur de ce document.

Enfin, lorsque le Roi fustige les vellétés séparatistes «explicités ou feutrés» en français (mais en néerlandais à propos de l'avenir d'Arcelor !), les partis francophones restent cois tandis que la Flandre s'indigne. La position d'Yves Leterme, ministre-président du gouvernement flamand, est on ne peut plus claire à ce sujet : «Le discours du Roi ne fait nullement obstacle à la poursuite et à la réalisation des objectifs de modernisation de la Flandre», preuve, s'il en est encore besoin, du rôle croupion du gouvernement fédéral qui a contresigné le discours royal.

La polémique qui surgit à présent à propos d'une éventuelle limitation des pouvoirs du roi est secondaire. Le débat journalistique auquel nous assistons est une approche biaisée du véritable problème qui est celui de la survie de

cet État.

Ce n'est pas le bruit des bottes que doivent craindre les Wallons, mais bien le silence de leurs pantoufles.

Jean Dufrane
Woluwé-St-Pierre
le 3 février 2006.

À propos des transferts Nord-Sud

Je me réfère à l'article paru dans votre revue de janvier-février sous le titre *Le prix des transferts Nord-Sud*.

Je m'étonne que l'on ne prête aucune attention aux transferts Sud-Nord.

En effet, a-t-on évalué le gain pour la Flandre notamment :
— des investissements effectués par les francophones au littoral,
— du flux annuel des vacanciers,
— de l'utilisation des routes et autoroutes de Wallonie par les camions à destination ou en provenance des ports flamands, (voir le coût des travaux sur la E411) ?

Pourquoi la Wallonie ne percevrait-elle pas une taxe sur les camions en transit ? Cette question des transferts Nord-Sud n'est-elle pas une des nombreuses manipulations destinées à plonger les francophones dans un complexe d'infériorité ?

Jacques Van Goethem
Bruxelles
le 27 janvier 2006

Wallonie-France salue avec joie la renaissance du **Cercle Franco-Wallon de Paris**, mis en veilleuse par suite de la disparition de son fondateur, le regretté Claude Jadoul, survenue le 24 avril 2005.

Grâce à la volonté de plusieurs de ses amis, dont MM. Jean-Yves Autexier et Christian Teyssandier, le Cercle Franco-Wallon a repris vie le lundi 30 janvier 2006 à la mairie du XI^e arrondissement, place Léon Blum.

Le conférencier invité était **Paul-Henry Gendebien** qui a décrit les derniers développements de la crise existentielle de la Belgique.

Renseignements : Christian Teyssandier, 9, rue d'Avron, 75020 Paris.
La cotisation annuelle est fixée à 25 euros.

Communiqué de presse

Liège, le 9 février 2006

Réuni hier, le comité d'arrondissement de Liège du Rassemblement Wallonie-France (RWF) analyse l'OPA hostile de Mittal vis-à-vis d'Arcelor.

— Il regrette une fois de plus l'absence de concertation entre les États européens concernés (Espagne, grand-duché de Luxembourg, France et Belgique) et surtout l'absence de volonté de développer cette Europe sociale qui seule serait à même de privilégier l'emploi des travailleurs par rapport aux spéculations d'actionnaires et à la surenchère des deux géants de l'acier.

— Il regrette les titres accrocheurs du quotidien *Le Soir* qui laissent penser que Mittal Steel pourrait sauver la phase à chaud de Cockerill. Où sont les engagements clairs et précis de Lakshmi Mittal ? N'a-t-on pas déjà assez joué dans le passé avec le sort des travailleurs du bassin liégeois ?

— Il considère comme primordial de conserver le pouvoir de décision dans un des États européens concernés par cette OPA afin de pouvoir se référer aux lois européennes qui régissent le marché du travail et ainsi préserver l'intérêt des travailleurs.

Pour le RWF-Liège
P. Durieux

Depuis ce communiqué, le journal télévisé de la RTBF du samedi 18 février nous a présenté un reportage venant d'Irlande. D'anciens travailleurs irlandais de Mittal expliquaient comment cette dernière avait mis fin à ses activités en Irlande: pas d'annonce de départ, aucune concertation, aucune indemnité pour les travailleurs et a

fortiori aucun plan social, un démenagement à la sauvette. Bref, un comportement de patron-voyou! Une belle différence avec la façon dont Arcelor, en concertation avec les syndicats, met fin à la phase à chaud du bassin de Seraing.

De quoi faire réfléchir et inciter nos responsables politiques wallons à adopter une attitude claire et intransigeante.

Frémissement sportif subversif.

Le dimanche 18 décembre, la crème du petit monde sportif belge se retrouvait à *Oostende* pour élire le sportif et la sportive belges de l'année. Parmi eux, Eric Verschueren, journaliste sportif à *La Gazette des Sports*, qui le lendemain ne pouvait s'empêcher de nous livrer un petit billet d'humour.

Sous le titre *De vlaamse reus ?* (Le géant flamand ?), nous pouvions lire:

« *Pisser du vinaigre, à la longue, cela irrite. Mais bon, quand il faut, il faut... D'accord, les 6 nominés (3 hommes et 3 femmes) étaient tous néerlandophones. D'accord, la fête avait lieu à Ostende. Et d'accord, la VRT, grande ordonnatrice du gala, a bien plus de moyens que son homologue du Sud. Mais là, c'était plus que flagrant. La tendance annoncée depuis des années a été confirmée. Une présentation à 95 % flamande. La Belgique est morte, mijn broer. Tu savais pas ?* »

Merci à Eric Verschueren pour ce petit apéritif de vérité. Après l'apéritif, attendons avec impatience les amuse-gueule mais surtout le plat principal de 2007.

Tennis

Ce samedi 19.02.06, finale du tournoi de tennis d'Anvers. La RTBF2 retransmet cet événement sportif.

Après le match final, les traditionnels remerciements sportifs sont adressés en anglais aux *sponsors*. Ensuite, c'est en néerlandais que l'animateur remercie les autres intervenants. Le reporter de la RTBF regrette que pas un mot de français ne soit prononcé... Encore un qui se refuse à comprendre ce qu'est la Belgique aujourd'hui. Il a pourtant une lueur de lucidité quand il annonce que c'est grâce à la victoire de la Française Amélie Mauresmo que nous aurons droit à quelques mots de français.

Ma conclusion : quand je regarde un match entre une joueuse flamande et une française, mon cœur bat tout naturellement pour la française.

Paul Durieux

Démographie



Depuis une trentaine d'années, seule parmi les grands pays de l'Ouest européen — Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne, Italie —, la France compte par an un excédent démographique naturel de 250.000 personnes, c'est-à-dire la différence entre le nombre des naissances et celui des décès.



Défense et illustration de la liberté de pensée et d'expression

Cette rubrique semble être mise sous le signe du feu. Après les mots qui ont fait brûler les banlieues (*racaille, kârscher*), voici maintenant les caricatures qui font délirer. Jean Daniel (*Le Nouvel Observateur*, 2/8.02.06, *La contagion islamiste*), campe le décor général: «J'éviterai — puisqu'on nous y invite — de parler de l'islam au singulier car ses identités et ses rites fondamentaux sont en effet différents selon l'espace et le temps. Mais l'islamisme, c'est l'islam quand il fonctionne comme une idéologie et une stratégie de pouvoir. Lui, au moins, on le reconnaît. Contrairement aux prévisions de certains experts, il est en pleine expansion. Et que la victoire du Hamas survienne au lendemain de l'appel à la destruction d'Israël par le président iranien n'est pas sans signification (...) Pour le moment, les élites, qui réinterprètent tous les jours les messages coraniques grâce aux lumières des savants et des exégètes du XIIe et XIIIe siècles, ne paraissent pas avoir encore la moindre influence visible sur les masses. Les musulmans d'Europe ne sont ainsi nullement à l'abri de la contagion extrémiste. Les discriminations dont ils sont l'objet, le chômage qui les frappe, le spectacle de la "décadence" occidentale et des libertés transformées en "débauche", l'audience des télévisions arabes, le prêche de certains imams, tout cela peut les rendre disponibles pour les engagements islamistes.

D'autant que l'on ne voit pas pourquoi ils seraient insensibles aux grands combats orchestrés en Europe contre les États-Unis ou contre Israël. Ben Laden et le Hamas sont populaires dans la "rue arabe". Et lorsqu'ils voient que les États musulmans ont réussi à obtenir les excuses d'un journal danois pour avoir publié des caricatures blasphémant le prophète, ils peuvent en déduire que l'islamisme a pénétré l'espace européen.»

Pour Ivan Roufiol (*Le Figaro*, 10.02.06, *L'islam défie la vieille Europe*): «Quand Jacques Chirac condamne les "provocations manifestes", mercredi, en écho à la publication par Charlie Hebdo d'autres caricatures, le président satisfait notamment Tariq Ramadan qui réclame "un peu plus de respect" (*Libé*, 8-02-06). Mais d'autres musulmans sont à écouter. Ce professeur de Tunis par exemple, Hamadi Redisi, s'adressant aux Occidentaux, : "Vous

ne devez pas renoncer à la libre critique. Si vous cédez, c'en sera fini.»

Toujours dans *Le Figaro* du même jour (*Se rire face aux religions : conjuguer liberté et respect*), Jean d'Ormesson prend clairement position en faveur de la liberté d'expression et d'opinion: «La source des crises internationales, a toujours été très diverse et souvent dérisoire: l'enlèvement d'une femme, un soufflet, un coup d'éventail, une dépêche, ont suffi, dans le passé, à mettre le feu aux poudres. Notre époque qui croyait, bien à tort, avoir fait triompher la raison, est stupéfaite de voir des caricatures au bord de l'inexistence jeter dans la rue des foules ivres de fureur, impatientes de brûler des drapeaux et d'attaquer des ambassades.

La diplomatie traditionnelle est visiblement prise de court. Que faire quand les enfants de Daumier, de Forain, de

Faizant mettent le monde à feu et à sang? Que faire quand le rire déchaîne la haine et la mort?

D'abord, affirmer nos convictions sans affectation et sans faiblesse. La liberté de la presse est au cœur de toute notre histoire (...) Nous sommes viscéralement attachés à la liberté de la presse et nous nous y tiendrons contre vents et marées. (...)

La France, laïque, reconnaît la liberté de conscience et le droit de chacun d'exercer sa religion. Il y a des pays où le pouvoir, la religion, la presse, la justice, sont confondus. On les appelle des dictatures. Ce n'est pas le cas en France qui est une démocratie où la religion est séparée de l'État comme la justice est séparée du pouvoir exécutif ou législatif. Chez nous, ni la presse, ni la justice, ne sont aux ordres du gouvernement. La séparation des pouvoirs est, comme la liberté de la presse, un pilier de notre démocratie. Et il est impossible de la mettre en question. (...)

La France républicaine et laïque n'est plus affrontée à la religion traditionnelle contre laquelle elle a lutté si longtemps avant de vivre en vieux couple raisonnable et usé. Elle trouve en face d'elle une religion, autrement déterminée, ambitieuse et sûre d'elle, qui ne tenait presque aucune place dans notre monde familier il y a encore cinquante ans et qui rassemble désormais six millions de Français».

Le Monde (03.02.06) publie en "Une" une splendide caricature de Plantu qui compose le visage du prophète avec la phrase "Je ne dois pas dessiner Mohamed", reprise au moins cent fois comme une punition infligée par un imam qui le surveille de près. L'éditorial *Caricatures libres*, affirme que : «Pour l'islam, toute effigie du Prophète relève de l'idolâtrie, et transgresser ce tabou est un blasphème. Dans les démocraties laïques, qui ont pleinement ratifié la Déclaration universelle des droits de l'homme, le seul principe qui vaille est celui de la liberté d'expression dans le respect du droit. (...) Les commandements et interdits religieux ne sauraient donc se situer >>>

au-dessus des lois républicaines, au risque des pires déviations et inquisitions. Les religions sont des systèmes de pensée, des constructions de l'esprit, des croyances qui sont respectables mais qui peuvent être librement analysées, et critiquées, voire tournées en ridicule. Il en est de même des idéologies politiques. (...) Mais une démocratie ne saurait instaurer une politique de l'opinion, sauf à fouler aux pieds les droits de l'homme.»

La tournure des événements, de plus en plus hystériques, semble rendre Jean Daniel un tantinet inquiet, une semaine plus tard (*Le Nouvel Observateur*, 9/15.02.06 : *Jouer avec le fanatisme...*) et de tancer les caricaturistes danois : «*tout simplement parce que, dans cet univers si prompt à l'embrassement, la moindre étincelle déclenche une conflagration où les pires fanatismes trouvent leur compte.*» Tout en soulignant cependant que «*Le Dieu des juifs est un Dieu de justice, le Dieu des chrétiens, un Dieu d'amour, le Dieu des musulmans, un Dieu de miséricorde. Les trois Dieux, qui sont en fait confondus en un seul, prêchent la fraternité des fils d'Abraham. Mais dès que l'on ose s'interroger un peu vivement sur les injonctions que les fidèles prêtent à l'un d'entre eux, il n'y a plus de justice, plus d'amour, plus de miséricorde et, bien sûr, plus du tout de fraternité. Alors, je veux bien que l'on respecte toutes les religions, mais à condition qu'elles commencent par se respecter elles-mêmes. Je ne suis nullement résigné à être "multiculturaliste" à tout prix.*»

Dans le même numéro du *Nouvel Obs'*, son confrère, Jacques Julliard (Ecr... l'inf...!) ajoute : «*Je comprends, je partage l'argument principal des partisans de "l'apaisement" : tout faire pour empêcher les musulmans modérés d'être rejetés aux côtés des intégristes. Mais l'argument peut être réversible : toute concession faite au fanatisme islamique est une victoire pour celui-ci dans le cœur des masses. Et je conclus par le leitmotiv de Voltaire, en guerre contre le fanatisme catholique, à la fin de ses lettres : Ecr... l'inf...!*» (Comprenez : *Écrasons l'infâme!* Déjà à cette époque, il fallait prendre des précautions avec la censure...).

Serge July, résume bien l'objet de la dispute (*Libération*, 09.02.06, *Caricatural*) : «*Au rayon caricature, on a eu vraiment droit à tout. Des dessins danois qui n'appartiennent pas spécialement au panthéon de l'anticléricalisme aux manifestations meurtrières instrumentalisées par des dictatures moyen-orientales en difficulté sur des sujets qui n'ont rien à voir avec les offenses des dessinateurs nordiques et jouant inlassablement les scénarios noirs de la guerre des civilisations, jusqu'aux chefs d'État et de gouvernement occidentaux pas vraiment portés à la pédagogie démocratique dénonçant les dangereux*

provocateurs que seraient tous ceux qui prennent fait et cause pour les crayons danois. La liberté d'expression, c'est la mère de toutes les libertés...» comme l'a éprouvé à ses dépens le malheureux Jacques Lefranc, directeur de *France Soir*, débarqué aussi sec par son trouillard de patron !

Philippe Val (*Charlie Hebdo*, 8/14.02.06), qui a publié non seulement les caricatures danoises mais bien d'autres, écrit : «*Petit glossaire d'une semaine caricaturale — Le droit à la représentation : "représenter une chose ou une personne est un élément fondateur du langage. Remettre en question le droit à la représentation reviendrait à censurer L'Illiade ou L'Odyssee, le théâtre grec du Ve siècle, qui met en scène la tragédie de l'intrusion des dieux dans la vie des hommes, toute la littérature, les Mille et Une Nuits des Arabes, Shakespeare, toute la poésie, toute la peinture, tout le cinéma, etc. Tabou : Toutes les religions du monde interdisent ou prescrivent un nombre incalculable de choses. Si chacune d'entre elles prétendait vouloir imposer toutes ses prescriptions à tout le monde, nous ne pourrions jamais manger, boire, dormir, ni nous habiller, ni nous raser, ni vivre en somme. Les tabous des religions ne concernent que leurs fidèles. (...) Tout ce que l'on peut souhaiter, c'est que le mouvement universel de la vie finisse par nous rapprocher. Nous ne serons jamais d'accord sur nos croyances, nos opinions, nos idées, nos convictions. Nous nous affronterons toujours pour elles. Ce n'est pas si grave que ça, si nous sommes tous d'accord pour dire que, d'abord et avant toute autre chose, le respect de la vie de l'autre est sacré.*»

De son côté, Erik Emptaz (*Canard Enchaîné*, 08/14.02.06) écrit sous le titre *EXCLUSIF : Mohamet téléphone au Canard* : «*Prophète l'amour pas la guerre !*» Dans son édito *Caricature*, il affirme : «*La caricature, par définition, c'est l'art de grossir le trait pour se moquer en accentuant les aspects ridicules ou déplaisants du sujet. Ce genre s'exerce en France dans un cadre clairement défini depuis cent ans par la République laïque, et largement utilisé par Le Canard enchaîné depuis sa création. Chacun est libre, en matière de religion, de philosophie ou d'idéologie, de croire en ce qu'il veut. Mais chacun est libre aussi, dans les limites de la loi, de discuter, de critiquer, de caricaturer ce à quoi il ne croit pas. Il n'y a nulle exception pour Mohamet, Moïse, Jésus, Vishnou, pas plus que pour l'imam, le rabbin, l'évêque ou la bonne du curé. (...) En attendant que les autorités religieuses "d'amour" et de "tolérance" appellent au calme pour mettre fin à ce déchaînement caricatural et sanglant de haine, de violence et d'intolérance, nous continuerons bien sûr à brocarder ce genre de sujet. Vu la façon dont les événements sont en train d'évoluer, "l'anticléricalisme désuet" cher au Canard est d'une brûlante actualité.*»

>>>

Concluons avec Jean-François Kahn (Marianne, 11/17.02.06) : «Ce qui se profile, désormais, derrière le faux scandale des caricatures danoises de Mahomet, c'est la grande offensive des intégristes de tout poil religieux, barbés et tonsures mêlés, appuyés par les "idiots utiles" qui leur servent de compagnons de route, pour nous imposer un ordre idéologique totalitaire. De quoi s'agit-il ? De restaurer le délit de blasphème.» Plus loin, J.-F. K. se demande où se situent les limites de la croyance : «Si je crois, en effet, que le Coran a été dicté à Mahomet par l'ange Gabriel, je suis musulman. Si je ne suis pas musulman, c'est que je n'y crois pas et qu'en conséquence le sacré n'a rien à voir là-dedans. Or, m'imposer l'allégeance à un sacré auquel je ne crois pas est totalitaire. Si je crois qu'il y a plus de vérité dans l'Ori-

gine des espèces que dans la Bible ou le Coran, dois-je exiger la saisie de tous les livres qui parlent mal du darwinisme?»

In fine, J.-F. K. reconnaît devoir «respecter les croyances et convictions d'autrui (avouant que) en ce qui nous concerne, nous n'eussions pas eu l'idée idiote de commander ces caricatures de Mahomet. Mais la liberté de l'expression induit aussi la liberté de l'idiotie». Hélas !

Enfin, Javier Solana l'Européen est allé s'aplatir devant l'Organisation de la Conférence islamique, laquelle a notamment exigé que le Parlement européen vote «un code de conduite pour les médias européens».

Avis aux capitulards.

Claudio Opassich



ÉCHOS DE FLANDRE

Février 2006

Des Flamands
parlent
aux Flamands

Joël Goffin

Yves Leterme a accordé un entretien remarqué à l'hebdomadaire *Dag allemaal* (24.12.05). Après avoir comparé la Wallonie à un sac de cailloux sur le dos d'une Flandre lancée dans une course cycliste de montagne, il confie n'avoir pas d'état d'âme par rapport à la Belgique et à la Maison royale. Celles-ci survivront pour autant qu'elles acceptent une plus grande autonomie de la Flandre (lisez "confédéralisme"). Plus loin, il se déclare en grande partie d'accord avec le Manifeste de la *Warande* : la prospérité de la Flandre ne peut être prise en otage par la Belgique.

Le *Standaard* (16.02.06) revient sur le projet de Constitution flamande introduit au Parlement flamand ce même jour. Chaque parti y est allé de son texte martyr. Comme le *VLD* et le *SP.A* qui, précaution oratoire oblige, prétendent s'inscrire dans le cadre institutionnel belge. Il n'en va évidemment pas de même du projet du *Vlaams Belang*. Son article 1^{er} évoque une «république démocratique (sic) flamande», et l'octroi d'office de la nationalité flamande à tout enfant dont un des parents serait flamand.

Le *Tijd* (14.02.06) dénonce le manque de contrôle des déchets en Wallonie par rapport à la Flandre alors que la problématique concerne les deux ré-

gions dans la même proportion. Ainsi, selon une étude du Service central de la police fédérale de l'environnement, sur 844 contrôles, seulement 13,5% le seraient en Wallonie. Conclusion : le sud du pays se révélerait une fois de plus laxiste et déficient.

Het Laatste Nieuws (23.01.06) constate pour sa part que les infractions dans le secteur de la construction sont nettement moins poursuivies en Wallonie qu'en Flandre. Un exemple, le parquet de Bruges traite en moyenne 103 dossiers par mois et celui de Charleroi 98 en deux ans et demi !

Le *Nieuwsblad* (03.02.06) a réalisé un sondage après le discours controversé du Roi, devant les corps constitués, qui mettait en garde contre le séparatisme feutré ou déclaré. Il n'y aurait plus que 56% de Flamands à soutenir la monarchie. Plus grave, à peine 46% estiment que Philippe est apte à monter sur le trône. Et Gunter Vanpraet de conclure : «*Tout le monde sait que le prince n'est pas prêt à remplir sa tâche de chef d'État et qu'il existe peu de chance de voir cette réalité changer à court terme. C'est un brave type (sic) mais pas un leader possédant une capacité de mobilisation. C'est ainsi. Auparavant, on en faisait des gorges chaudes, mais maintenant que la vérité approche, cela devient douloureux.*»

Selon le politologue Carl Devos (*Laatste Nieuws*, 01.02.06), Albert «est désormais nerveux à la perspective des élections de 2007. Il se bat tout naturellement pour sa propre survie». Pour le *Standaard* (01.02.06), le Roi pense que le renouveau économique va sauver le machin, «mais la constatation que le fédéralisme binaire est condamné si les prestations socio-économiques de la Wallonie restent aussi loin derrière celles de la Flandre est tout aussi incontestable. Il ne serait donc guère intelligent que la presse du Sud ne retienne que la réprimande royale adressée aux séparatistes flamingants». >>>

Les éditions flamandes du 2 février ont largement répercuté, *via* le courrier de ses lecteurs, les réactions indignées de la Flandre profonde au discours royal. En résumé, Albert II est devenu le Roi des Wallons. Il a prononcé le discours le plus antiflamand de l'histoire de la monarchie. Mais après tout, il ne ferait que protéger son job. Un lecteur résume ainsi un sentiment qui semble général. Le Roi aurait dit implicitement aux Flamands : «*Fermez-la, soyez soumis, apprenez le français et payez !*» (ndlr: pour les Wallons)

La scission des Métallos (FGTB), à l'image du secteur amateur de l'Union belge de football, préfigure peut-être un jeu de dominos aux conséquences imprévisibles. Herwig Jorissen, le président flamand démis officiellement pour avoir flirté avec le VMO dans sa jeunesse, confie au *Standaard* (03.02.06) : «*La fracture communautaire est inévitable et irréversible, mais je refuse de parler de divorce.*»

Le bouillant judoka VLD Jean-Marie Dedecker vient de publier un livre (*Rechts voor de raap*) qui, selon Filip Dewinter en personne, risque de rendre les idées du *Belang* acceptables pour le Flamand moyen. Ce dernier penserait tout bas : «*Dedecker a raison, donc nous voterons Vlaams Belang. Nous ne voterons sûrement pas pour le VLD, car c'est un parti de la coalition violette que Dedecker ne cesse lui-même d'attaquer.*» Toujours selon Dewinter, Dedecker est un pantin et le *Belang* son ventriloque. Le CD&V Pieter De Crem suit également les traces du *Belang*. Dans une interview accordée au *Metro* flamand (31.01.06), il fustige le fait que «*250.000 étrangers sont naturalisés en un tour de main pour leur permettre de voter massivement socialiste.*» Sur le même ton, Mark Grammens (*Journal*, 19.01.06) s'en prend à l'intérim de l'unilingue (!) Faouzia Hariche à la tête de la ville de Bruxelles. C'est la conséquence de la stratégie du PS qui utilise l'islam pour accaparer un maximum de voix. Il ne rate pas l'occasion de rappeler une phrase d'Anne-Marie Lizin remontant aux années '80 : «*La Belgique doit faire venir le plus possible d'étrangers afin de briser la majorité flamande dans ce pays.*»

Toujours De Crem, cette fois dans le mensuel *Menzo* (janvier 2006) : «*la prochaine coalition sera la dernière à pouvoir combattre le Vlaams Belang.*» Il ajoute que le cordon sanitaire constitue une assurance-vie pour les socialistes. Dans les états-majors de tous les partis, hormis au SP.A, le scénario d'une coalition avec le *Belang* est envisagé, mais le bourgmestre d'Aalter reconnaît qu'une telle alliance pourrait conduire le CD&V et le VLD au bord de l'implosion.

Pour d'aucuns, le pas est déjà allègrement franchi. Ainsi le *Laatste Nieuws* (24.01.06) a relaté la réunion de nouvel an de la section VLD de Schoten, la ban-

lieue huppée d'Anvers. Les mandataires locaux n'ont pas hésité à inviter en bonne et due forme Marie-Rose Morel, la diva du *Belang*. À la grande fureur de Bart Somers, le président du VLD qui, une fois son discours terminé, a quitté immédiatement la salle sous les sarcasmes de l'assistance libéralo-fasciste.

En 2004, le site du *Vlaams Belang* a reçu la visite de 2 millions de visiteurs différents. En 2005, le nombre a atteint 2,7 millions de visiteurs ! Les pointes de consultation: les émeutes en France, le rejet français de la Constitution européenne et l'attaque contre la dotation du *Belang*.

Le périodique *Res Publica* nous apprend que le nombre des adhérents stagne, voire baisse (CD&V, 6,1 % en moins), dans tous les partis, mais que le *Belang*, lui, a engrangé 1.032 nouveaux membres en 2005. Principales motivations des néophytes? Dans l'ordre d'importance : l'immigration, les émeutes en France, l'extrémisme islamique et le terrorisme, le congrès économique du *Belang*, l'indépendance de la Flandre, le manifeste de la *Waarde* et les scandales du PS. Mais — ô surprise ! — en tout premier lieu, la nouvelle procédure entamée contre la dotation du *Belang*. Ce qui fait écrire en français à l'éditorialiste du *Laatste Nieuws* Luc Van der Kelen : «*Merci, Lambert.*» Une allusion au soutien de Geert Lambert, président de *Spirit*, à la plainte déposée par les francophones pour cause d'islamophobie du parti nationaliste flamand...

Le *Nieuwsblad* (07.02.06) a rapporté des incidents qui ont opposé des supporters de La Louvière à des journalistes de VT.M. Insultes («*Retournez en Flandre!*») et pneus crevés. Le tout sur fond d'affaires de corruption. Durant la même période, l'Union Belge a été saisie de faits qui se sont déroulés au Cercle de Bruges lors du déplacement de La Louvière. «*Pourris de Wallons !*», telle était l'insulte préférée du noyau dur west-flandrien durant tout le match. Après tout, l'éclatement de la Yougoslavie a commencé par des affrontements entre hooligans du Dynamo Zagreb (Croatie) et de l'Étoile rouge de Belgrade (Serbie). On le comprend, il est bien hasardeux d'affirmer que la fin de la Belgique se déroulera sans violence.

Dans la plus pure tradition des années '30, le site *Flanders on line* relaie un article du très sérieux *Artsenkrant* (Journal des médecins). En substance, l'Université d'Anvers a réalisé une étude génétique prouvant enfin de façon irréfutable l'origine germanique des Flamands. Qui en doutait ?

Dans la même veine, le *Morgen* (05.01.06) titre en manchette que les cercles de mise en forme (fitness clubs) anversois font payer les allochtones plus cher que les Flamands. On poursuit. Le *Knack* (08.02.06) a effectué une enquête sur le chômage des >>>

immigrés à Anvers. Elle révèle des chiffres effarants. Ainsi, sur 9.048 dockers, il n'y a que 2% d'étrangers, la plupart en provenance de l'UE. Le *Havenbedrijf* (entreprise portuaire) ne compte que 3 étrangers sur... 1.623 travailleurs ! Reste à voir comment le PS pourra continuer à collaborer, sans perdre son âme, avec un voisin toujours plus à droite!

* * *

Soirée débat du mercredi 25 janvier 2006 à Watermael-Boltsfort avec Marc Platel, journaliste flamand, et Paul-Henry Gendebien, président fondateur du RWF.

Une centaine de personnes ont assisté à la rencontre animée par David Coppi, journaliste au *Soir*. Celui-ci introduisit le débat en faisant remarquer que la fin de la Belgique n'était pas inéluctable, puisqu'on en parle depuis des décennies sans que cela ne se produise.

Ensuite, Marc Platel, très attendu par le public, expliqua l'initiative du cercle de décideurs du monde économique «*De Warande*» et les conclusions de leur Manifeste. Les signataires sont d'avis que la

Belgique, trop lourde, trop enchevêtrée, constitue un frein pour la Flandre. Le Royaume n'a plus de valeur ajoutée pour celle-ci. Tous les indices économiques belges et wallons le prouvent de façon brutale et criante. Ils proposent dès lors une séparation à l'amiable. Mais que faire de Bruxelles? se demande le public. Marc Platel la voit transformée en «*Washington DC*» cogérée par les Flamands, les Bruxellois... et les Wallons si ces derniers le désirent. La périphérie serait purement et simplement flamande (c'est-à-dire sans facilités). Au fil de la soirée, on apprendra que certains milieux flamands ne s'accrocheront pas à tout prix à Bruxelles, surtout si celle-ci empêche l'indépendance de la Flandre. Pour l'anecdote, le Manifeste est d'ores et déjà un *best-seller* en Flandre (9.000 ex. vendus fin janvier). Avec la pertinence et le brio qu'on lui connaît, Paul-Henry Gendebien souligna pour sa part que l'hypothèse réunificationniste était passée sous silence dans le Manifeste. La France aux portes d'Anvers et de Gand ferait-elle peur à nos «*beste vrienden*»? conclut-il devant un public ravi de la qualité de la soirée.



ÉPINGLE DANS LA PRESSE

Nord contre Sud (merci à Jules Verne)

Le *Soir* du 1er janvier 2006 a donné la parole à un Flamand vraiment désolé. D'emblée, Walter Pauli, rédacteur en chef-adjoint du *Morgen*, a confié ses craintes quant à l'avenir de la Belgique — qu'il aime, tient-il à préciser.

Pourquoi? Parce qu'il est affligé par «*le discours antibelge qu'il entend trop souvent en Flandre*», par la complicité affichée entre, d'une part, certains politiciens et journalistes flamands et, d'autre part, «*le club de Filip Dewinter*»; parce qu'enfin, il avoue être consterné par la réaction «*stupide*» des francophones.

«*Oui, la Belgique est dans la ligne de mire de la Flandre*». Il est patent, en effet, que le discours musclé du *Vlaams Belang* est relayé par celui, plus «*sophistiqué qui émane des salons du groupe In de Warande*», sans oublier l'action plus insidieuse des socialistes Johan Vande Lanotte et Frank Vandembroucke, tout deux dotés d'une évidente «*sensibilité flamande*».

«*Activons les chômeurs*», dit-on en Flandre. «*Pas de chasse aux chômeurs*», riposte-t-on en Wallonie. Il faut, supplie Pauli, se parler, se mettre d'accord sur une politique sociale commune sinon «*les jours de la Belgique sont comptés*» Oui mais, se lamente-t-il, on n'en prend pas le chemin... comme le montre

une «*centrale des métaux FGTB au bord de l'éclatement*». Et d'en rappeler le prétexte: le passé du président de la dite centrale, le Flamand Herwig Jorissen qui, adolescent, avait été membre du mouvement ultranationaliste *Vlaamse Militanten Orde*. Aussi sec, les Wallons, démocrates dans l'âme mais tout à fait ignorants de l'histoire de la Flandre, ont exigé sa démission. Ainsi, selon Pauli, «*certaines membres francophones de la FGTB jugent condamnable que l'on devienne démocrate. Ils auraient peut-être fait arrêter François Mitterrand*»!

Conclusion de W. Pauli: «*Le Vlaams Belang et le groupe In de Warande attaquent frontalement la Belgique. Leur offensive est gravement soutenue par une sixième colonne (sic) qui, de l'autre côté de la frontière linguistique, attaque le royaume dans le dos. Ces gens avides, qui ont tout à gagner du maintien de la solidarité, mais plantent à tout bout de champ un couteau dans le dos de la loyauté fédérale lorsqu'ils en tirent profit, ce sont les complices les plus utiles du séparatisme de Dewinter et De Bode*». Les syndicalistes francophones apprécieront l'amalgame.

Évaporation...

Dans une lettre au *Soir* (06.01.06), M. Thierry Bingen (Bruxelles) s'étonnait de l'assimilation entre «*notre pays*» et «*son État*».

«*S'il est vrai que le second donne des signes de sabotage*», en est-il de même pour «*notre pays*» qui, selon ce lecteur, «*existe grosso modo depuis 1585*». Et d'ajouter qu'il ne fallait pas confondre un «*État déliquescant*» avec ses citoyens souvent dynamiques. >>>

Curieux raisonnement que de dissocier un pays de ses habitants. Car, vouloir vivre ensemble implique, pour deux groupes humains, l'acceptation de règles communes, débouchant souvent sur la formation d'un État, voire d'une nation.

Mais, si — peu important les raisons! — un des deux groupes remet ces règles en cause, c'est l'État lui-même qui est menacé de disparition. Quand demain l'État belge et ses attributs auront disparu, on ne voit pas comment «notre pays» pourrait encore exister sauf dans la tête de certains — comme M. Bingen? Ce ne sera plus alors que simple nostalgie.

Paroles, paroles...

Deux jours à peine après l'interview de J.-Cl. Van Cauwenberghe (*Le Soir*, 11.01.06), Jules Gheude l'a accusé de «*charlatanisme*» montrant qu'au contraire de ce qu'affirmait le ministre-président débarqué, le PS n'avait pas été «*le fer de lance de réformes de l'État*».

Lorsqu'en 1974, le gouvernement Tindemans II déposait un projet de loi préparant les réformes, projet «*essentiellement dû à la ténacité de François Perin*», le PS, alors dans l'opposition, le combattit pendant 2 ans en pratiquant «*la politique de la chaise vide*» (ndlr: rappelons que le Parti Socialiste Belge est resté unitaire jusqu'en 1978. Ceci explique sans doute cela).

M. Gheude estime encore que Van Cau est discrédité par son refus méprisant du constat accablant d'Alain Destexhe (mars 2005). C'est sa confirmation par les économistes et les professeurs d'université qui allait pousser Elio Di Rupo à sortir son plan Marshall.

Enfin, dit Jules Gheude, la solidarité entre Wallons et Bruxellois francophones demeure nécessaire parce qu'elle «*repose sur une même identité de culture et de langue, et que cette identité est française*».

Flandre, t'es payé. Pas Flandre, c'est à voir!

Sous le titre «*Entrée interdite aux Wallons*», Bénédicte Vaes (*Le Soir*, 07-08.01.06) montre que l'assurance-dépendance flamande enfreint les règlements européens. Cette assurance complémentaire a été créée en 2001 pour pallier le vieillissement de la population; elle prélève une cotisation forfaitaire de 25 euros réduite à 10 pour les VIPO. S'appuyant sur les travaux du chercheur anversois Stijn Rottiers, la journaliste explique que «*la Flandre a choisi de lier son assurance au lieu du domicile. L'objectif était de réserver les bienfaits de l'assurance aux citoyens de Flandre et aux néerlandophones de Bruxelles*». Remboursement garanti à condition que les prestataires de soins soient flamands! Depuis, sous la pression de l'Europe, la Flandre a dû corriger le tir et admettre que «*les étrangers*» pouvaient toucher leurs 125 euros mensuels même lorsqu'ils choisissaient d'habiter en dehors du territoire flamand.

Victoire? Rien n'est moins sûr en ce domaine, même si cette assurance-dépendance contrevient aussi à la législation de l'État belge. En tout cas, on peut faire confiance aux «*experts*» flamands pour restreindre à leurs seuls compatriotes les avantages du système.

Exemple peu connu sans doute, mais révélateur de la mentalité séparatiste ambiante.

«La Wallonie sauvera-t-elle l'Europe?»

Tel était le titre de la carte blanche de Claude Thaysse, président du RWF (*Le Soir*, 24.01.06). Au delà de l'humour, il y a peut-être du vrai dans cette interrogation. Regardons de plus près : L'Europe est en rade et la Wallonie peine à remonter la pente. Imagine-t-on, dit Cl. Thaysse, le choc psychologique que pourrait provoquer, en France et même dans l'Union Européenne, la demande de réunion à la France d'une région de même langue et de même culture ?

«*Quoi ? Une région européenne évoluée souhaite être réunie à la France ? Quelle découverte inouïe ! Malgré les difficultés, les débats de société, la crise des banlieues, les querelles politiques, les doutes, l'autocritique permanente quand ce n'est pas du dénigrement, la société française s'apercevant tout à coup qu'elle fait encore rêver ! (...) Quel élan pour un des principaux pays moteurs de la construction européenne*».

Impossible? Allons donc! La société wallonne est «*superposable à la société française, à quelques détails près*». Quant à l'argument souvent utilisé par les belgicains que la Wallonie serait une région de seconde zone, il est facile de rétorquer que «*la France, qui n'est plus un État centralisé, a une forte tradition de solidarité. Rien de comparable avec ce que nous vivons. A-t-on déjà entendu un politique breton dire : "plus un centime pour l'acier lorrain ?" Un Charentais se plaindre parce que ses impôts paieraient une voiture neuve tous les quatre ans aux "fainéants" du Pas-de-Calais ? (...)*

Nous y gagnerions en solidarité et donc en prospérité, en reconnaissance et en identité aussi. La France retrouvant la fierté y gagnerait en territoire, population, et surtout en poids politique et identité nationale.

L'Europe, elle, retrouverait un moteur puissant dans un État français qui aurait retrouvé l'envie de croire en son destin.»

Blindés et communautaire

À la fin de janvier, le gouvernement fédéral a pris la décision d'acquérir 242 véhicules blindés pour le transport de troupes (coût : 700 millions d'euros). Le but essentiel de cet achat massif est de participer aux opérations de maintien de la paix. Message reçu, mais... ce qui est typiquement belge est ceci (cf. *Le Soir*, 27.01.06) : «*Quarante des 242 AIV attendus par l'armée devraient être équipés de canons*

de 90 mm. Un choix opérationnel contesté par d'autres, surtout en Flandre, où l'on considère que ce type d'armes favoriserait les entreprises wallonnes CMI et Mecar».

Qu'un troufion flamand se serve d'un canon wallon, voilà qui est franchement révoltant. Vous avez dit armée belge ?

Constitution flamande en chantier

On la croyait déjà rédigée par Norbert De Batselier (SP.A) et son équipe, mais ce n'était qu'un avant-projet. Cette fois, ça y est ! Au nord du "pays", tout le petit monde politique est bien d'accord : il faut une Constitution ou, si l'on préfère, une Charte fondatrice d'une Nation flamande pleinement souveraine, comme en témoigne le préambule demandé par le CD&V et la NVA : «*La Flandre est une nation dont le Parlement flamand doit pouvoir déterminer l'organisation politique, sociale et institutionnelle*».

Or, au même moment (début février), un journal bruxellois annonçait un copieux supplément consacré à la Constitution belge avec le slogan : «*Des Flamands rêvent de l'enterrer. Le Soir vous propose de la conserver*». En l'état ou après un nouveau ravalement de façade ? On ne sait.

Ainsi, le grand journal "neutre", qui n'hésite pas à publier les cartes blanches les plus ravageuses pour l'État belge, tente le lendemain de se refaire une virginité fleurant bon la belgitude. Décidément, la ligne éditoriale devient confuse — le mot est gentil !

De son côté, Yves Leterme, ministre-président flamand et enjôleur patenté, laissait entendre qu'Elio Di Rupo, «*bien perçu en Flandre*» (sic), pourrait devenir Premier ministre fédéral. À une condition toutefois : qu'il admette la prochaine percée communautaire flamande !

En termes clairs : oui à Di Rupo, mais seulement s'il veut bien jouer le rôle de l'otage.

«L'art d'être belge...»

vu par la presse étrangère et flamande» (sic).

Ainsi s'exprimait *Le Courier international* (n° 798, 16-22.02.06) en publiant un dossier consacré à cet art si particulier que cultive(ra)it le Belge.

Le premier article est de Richard Hill, un Britannique habitant la Belgique depuis quarante ans et auteur de l'ouvrage *The Art of Being Belgian* (2005).

Bien que fort petit, dit-il, ce pays a 4 gouvernements, 6 parlements et 48 ministres. Record mondial battu !

Parmi les «*caractéristiques les plus ironiques de ce pays béni, mais pas très éclairé*» (shocking !), c'est «*le localisme (qu'il décrit) comme une donnée charmante, mais surréaliste*».

Pour Hywel Williams (*The Guardian*), la Belgique a «*oublié une histoire peu reluisante*», citant notamment le fascisme à la Degrelle — mais pas un mot sur le mouvement flamand et ses dérives pronazies ! —

et «*la honte de l'héritage colonial (due à) un terrible génocide (qui fit) de 5 à 10 millions de victimes*» congolaises.

Épinglons encore «*le point de vue non dénué de mauvaise foi (dit *Le Courier*) de l'écrivain flamand Tom Naegels, et paru dans *De Standaard*. Le titre : *Le français? Non, merci !* D'abord, parce que tout le monde parle l'anglais et que, pour lui, la langue française, qu'il a pourtant essayé d'apprendre, est «*horriblement abrutissante*».*

Enfin, extrait de *L'Hebdo* de Lausanne, on retiendra que les artistes belges, au contraire des Suisses, ont un talent bien à eux : «*ils plaisent et réussissent au-delà de leurs frontières*». Suit une kyrielle de noms d'écrivains, de cinéastes, de dessinateurs de BD et d'acteurs mêlant Flamands et francophones. La raison de ces réussites ? C'est parce que «*les Belges ont l'habitude de considérer que leur pays n'existe pas*» selon le Bruxellois Paul Ernst, auteur de *Sommes-nous tous Belges ?* (2002).

Serions-nous tous citoyens d'un pays fantôme ? C'est un profond mystère. Appel aux psychanalystes ou aux théologiens (au choix).

Jacques Liénard

Solutions du jeu de la p. 18

1A - 2B - 3C - 4C - 5A

JE SUIS PARVENU à...

AÏE! PARVENU, MOT DANGEREUX!

JE SUIS ARRIVÉ à...

NON, ARRIVÉ =
ARRIVISTE!

PLUTÔT...

J'AI RÉUSSI à...

OUI, C'EST CELA
J'AI RÉUSSI ...

AU FAIT, J'AI
RÉUSSI QUOI?



Wallonie-France

Rédaction:

49B, av. C. de Gerlache, 4000 Liège
Tél. + fax: 04 253 26 47

Rédacteur en chef: Jacques LIÉNARD

Secrétaire de rédaction:

Adrien LAURANT — tél. 085 51 25 52.

Secrétaire adjoint: Boris COUNE

Composition et mise en page:

Monique WESMAEL

Trésorier: Jacques BONNIVERT

tél. 04 388 20 80.

Éditeur responsable:

Jacques-Yves CHARLIER,
34, rue de la Baume,
4470 St-Georges s/Meuse
Tél. + fax: 04 275 36 20
GSM: 0477 29 63 24.

Correspondant en France:

Pierre MÉLOT, Le Barsac, 07230 Payzac
Tél. 0033 (0) 4 75 39 99 32.

Avec la collaboration de

Mme Edwine FASTREZ;

MM. Pierre BERTRAND, CHANTECLER,

Cédric CHOPIN, Jacques DEHAES,

Marc DE MIDDELEER, Guy DENIS,

Paul DURIEUX, Joël GOFFIN,

Patrick HEUSCHEN, Pierre HUPET,

Daniel JOZIC, Michel LEMMENS,

Michel MARTENS, Pierre-René MÉLON,

Pierre MÉLOT, OCULUS,

Claudio OPASSICH, André PATRIS,

Marc PHILIPPE, Georges RÉGIBEAU,

Jacques ROGISSART, Eric SMETS,

Marc SUTTOR, René SWENNEN.

Sous le parrainage de

MM. Pierre BERTRAND,

sénateur honoraire,

Robert COLLIGNON,

ancien président du Parlement wallon,

Philippe DETROZ, professeur;

Albert SALON,

ancien ambassadeur de France

président du Forum francophone

International (FFI)

et de l'Avenir de la langue française,

Dr Jean-Pierre LEVECCQ, ancien député,

André PATRIS, directeur honoraire de la

Maison de la Francité,

Roger PINON,

professeur d'école normale e.r.,

Me René SWENNEN, écrivain et avocat
aux barreaux de Liège et de Paris.

Partisans du retour de la Wallonie à la France, faites de votre position convaincue une attitude convaincante!

Deux formules sont à votre disposition pour propager cette solution d'avenir:

* sur simple demande adressée au rédacteur en chef (coordonnées ci-contre), vous recevrez gratuitement d'anciens numéros de *Wallonie-France* (dans la limite des stocks encore disponibles).

* vous pouvez vous abonner à l'essai (ou offrir un abonnement à un proche, un ami pour quelques mois à titre de cadeau). Il vous suffit de remplir le bulletin de commande ci-dessous (à détacher, photocopier ou recopier)

Je soussigné:

rue n°

code postal. localité.

prie l'éditeur responsable de *Wallonie-France* de m'adresser un exemplaire de la revue bimestrielle ou de l'envoyer à la personne ci-dessous:

Mme, Mlle, M.

rue n°

code postal. localité.

pendant 6 mois (3 numéros) à partir du mois de

Je verse la somme de faveur de 5 euros (3 numéros) sur le compte bancaire n° 068-227198376 de *Wallonie-France* à 4130 Tilff.

Pour la France, paiement par chèque en précisant bien nom et adresse au trésorier (coordonnées ci-dessous).

Je désire (Je ne désire pas) que mon identité soit communiquée au destinataire de cet abonnement cadeau.

* Biffer les mentions inutiles.

Date: Signature:

Abonnement

	Belgique	France et Europe
simple	17,00 euros	19,50 euros
soutien:	22,00 euros	24,50 euros
étudiant, chômeur:	8,00 euros	10,50 euros

À verser au compte 068-2271983-76 de *Wallonie-France* à 4130 Tilff
Pour la France, paiement par chèque en précisant bien nom et adresse au trésorier M. Jacques Bonnivert, 14, rue des Aubépines, B 4130 Tilff.